

PAGESJAUNES GROUPE



# Informations financières consolidées au 31 décembre 2010

Conseil d'administration du 8 février 2011

**PagesJaunes Groupe**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 196 950,80 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

## SOMMAIRE

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2010.....	3
1.1. Présentation générale.....	3
1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2010.....	4
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France.....	5
1.2.1.1. Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France.....	6
1.2.1.2. Achats externes du segment PagesJaunes en France.....	7
1.2.1.3. Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France.....	8
1.2.1.4. Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France.....	8
1.2.1.5. Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France.....	9
1.2.1.6. Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France.....	9
1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales 9	
1.2.2.1. Chiffre d'affaires du segment International & Filiales.....	10
1.2.2.2. Achats externes du segment International & Filiales.....	11
1.2.2.3. Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales.....	11
1.2.2.4. Salaires et charges sociales du segment International & Filiales.....	12
1.2.2.5. Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales.....	12
1.2.3. Analyse du résultat d'exploitation consolidé.....	12
1.2.3.1. Participation des salariés et rémunération en actions.....	13
1.2.3.2. Dotations aux amortissements.....	13
1.2.3.3. Résultat d'exploitation.....	13
1.2.4. Analyse du résultat net consolidé.....	13
1.2.4.1. Résultat financier.....	14
1.2.4.2. Impôt sur les sociétés.....	14
1.2.4.3. Résultat de la période.....	14
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées.....	15
1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées.....	17
1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2011.....	17
1.6. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2010.....	17
1.7. Recherche et développement.....	17
2. Comptes consolidés.....	18
Etat du résultat consolidé.....	18
Etat du résultat global.....	19
Etat de situation financière.....	20
Etat de variation des capitaux propres consolidés.....	21
Etat des flux de trésorerie.....	22
Note 1 – Informations relatives au Groupe.....	23
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2010.....	23
Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation.....	25
3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8.....	25
3.2 - Consolidation.....	26
3.3 - Opérations en devises.....	26
3.4 - Présentation des états financiers.....	27
3.5 - Chiffre d'affaires.....	27
3.6 - Frais de publicité et assimilés.....	27
3.7 - Résultat par action.....	28
3.8 - Ecart d'acquisition.....	28
3.9 - Autres immobilisations incorporelles.....	29
3.10 - Immobilisations corporelles.....	29
3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé.....	30
3.12 - Actifs et passifs financiers.....	31
3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers.....	31
3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers.....	32
3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés.....	32
3.13 - Stocks.....	33
3.14 - Impôts différés.....	33

3.15 - Provisions.....	34
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires .....	34
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi .....	34
3.16.2 - Autres avantages à long terme .....	35
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail .....	35
3.17 - Rémunération en actions .....	35
3.18 - Actions propres .....	36
Note 4 - Information sectorielle.....	36
4.1 - Par secteur d'activité .....	36
4.2 - Par zone géographique.....	39
Note 5 - Variation du périmètre de consolidation .....	39
Note 6 - Chiffre d'affaires .....	41
Note 7 - Charges de personnel.....	42
Note 8 - Résultat de cession d'actifs .....	42
Note 9 - Résultat financier.....	43
Note 10 - Impôt sur les sociétés.....	44
10.1 - Preuve d'impôt groupe .....	44
10.2 - Impôt au bilan .....	45
Note 11 - Résultat par action.....	46
Note 12 - Ecarts d'acquisition des sociétés intégrées .....	46
Note 13 - Autres immobilisations incorporelles .....	47
Note 14 - Immobilisations corporelles .....	47
Note 15 - Autres actifs disponibles à la vente .....	48
Note 16 - Autres actifs financiers non courants.....	48
Note 17 - Instruments financiers dérivés .....	49
Note 18 - Stocks nets .....	50
Note 19 - Créances clients.....	51
Note 20 - Autres actifs courants.....	51
Note 21 - Charges constatées d'avance.....	52
Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs.....	52
Note 23 - Capitaux propres .....	52
23.1 - Capital social .....	52
23.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global .....	53
23.3 - Actions propres .....	53
23.4 - Dividendes .....	53
Note 24 - Dettes fournisseurs .....	54
Note 25 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs .....	54
Note 26 - Stock options et actions gratuites.....	57
26.1 - Stock options.....	57
26.1.1 - Description des plans .....	57
26.1.2 - Description des modèles d'évaluation.....	57
26.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice.....	59
26.2 - Attribution gratuite d'actions .....	60
26.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions .....	60
Note 27 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	60
Note 28 - Produits constatés d'avance.....	62
Note 29 - Instruments financiers .....	62
29.1 - Instruments financiers inscrits au bilan .....	62
29.2 - Effet en résultat des instruments financiers .....	63
Note 30 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital.....	63
Note 31 - Informations sur les parties liées.....	65
31.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration.....	65
31.2 - Transactions avec les parties liées.....	66
Note 32 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan .....	67
Note 33 - Litiges .....	69
Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes .....	71
Note 35 - Périmètre de consolidation .....	72
Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture .....	72

# 1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2010

---

## 1.1. Présentation générale

---

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à cette activité, à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux segments :

- **PagesJaunes en France.** Il s'agit des activités France du Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires, à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés (PagesJaunes, l'Annuaire) et en ligne (« pagesjaunes.fr », « pagespro.com »). Il s'agit également des activités de création et d'hébergement de sites Internet, des activités de services de renseignements par téléphone (118 008), de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr »), ainsi que de l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- **International & Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires imprimés et en ligne grand public hors de France (QDO Media en Espagne et Editus au Luxembourg), et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, telles que les services géographiques de Mappy, de marketing direct de PagesJaunes Marketing Services, et de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Média. Depuis le mois de mars 2010, ce segment comprend également les activités de 123people, leader mondial de la recherche en temps réel de personnes sur Internet, ainsi que, depuis le mois de mai 2010, celles de Keltravo, acteur majeur de la mise en relation entre particuliers et professionnels du bâtiment et des travaux publics en France.

## 1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2010

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercice clos le 31 décembre		
	2010	2009	Variation 2010/2009
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 125,2</b>	<b>1 163,9</b>	<b>-3,3%</b>
Achats externes	(260,4)	(280,5)	-7,2%
Autres produits d'exploitation	3,2	4,2	-23,8%
Autres charges d'exploitation	(11,9)	(26,7)	-55,4%
Salaires et charges sociales	(338,3)	(332,2)	1,8%
<b>Marge brute opérationnelle</b>	<b>517,8</b>	<b>528,7</b>	<b>-2,1%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>46,0%</i>	<i>45,4%</i>	
Participation des salariés	(14,7)	(15,3)	-3,9%
Rémunération en actions	(2,5)	(1,6)	56,3%
Dotations aux amortissements	(18,4)	(19,6)	-6,1%
Résultat de cession d'actifs	(0,1)	(0,8)	-87,5%
Coût des restructurations	-	(4,5)	-100,0%
Frais d'acquisition des titres	(0,4)	-	na
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>481,7</b>	<b>487,0</b>	<b>-1,1%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>42,8%</i>	<i>41,8%</i>	
Produits financiers	2,0	8,8	-77,3%
Charges financières	(99,6)	(90,7)	9,8%
Gain (perte) de change	-	-	na
<b>Résultat financier</b>	<b>(97,6)</b>	<b>(81,9)</b>	<b>19,2%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>384,1</b>	<b>405,1</b>	<b>-5,2%</b>
Impôt sur les sociétés	(139,2)	(131,5)	5,9%
<b>Résultat de la période</b>	<b>244,9</b>	<b>273,6</b>	<b>-10,5%</b>
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	244,9	273,6	-10,5%
- intérêts minoritaires	-	-	

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe, en France et à l'international, s'élève à 1 946,5 millions en 2010, en hausse de 25,6% par rapport à 2009.

Au mois de décembre 2010, l'ensemble des sites Internet du Groupe en France occupe la 6<sup>ème</sup> position parmi les sites Internet les plus consultés avec 20,1 millions de visiteurs uniques, ce qui représente un taux de couverture de 48,6% du nombre total d'internautes français. Les sites Internet fixe et mobile du Groupe en France ont enregistré 1 395,3 millions de visites en 2010, en hausse de 11,3% par rapport à 2009, avec un nombre de visites sur Internet mobile multiplié par plus de deux par rapport à 2009 avec 86,4 millions de visites. A fin décembre 2010, les applications mobiles du Groupe en France ont été téléchargées 6,0 millions de fois sur l'ensemble des smartphones.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PagesJaunes s'élève à 1 125,2 millions d'euros en 2010, en baisse de 3,3% par rapport à 2009. Le repli du chiffre d'affaires des annuaires imprimés, en baisse de 10,2% par rapport à 2009, est partiellement compensé par la croissance des activités Internet, en hausse de 6,2% par rapport à 2009 à 537,6 millions d'euros. Les revenus Internet représentent

ainsi 47,8% du chiffre d'affaires du Groupe en 2010 contre 43,5% en 2009.

La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève à 517,8 millions d'euros en 2010, en baisse de 2,1% par rapport à 2009, pour un chiffre d'affaires en baisse de 3,3%. La poursuite des efforts d'optimisation de l'ensemble des coûts du segment PagesJaunes en France, et la forte amélioration de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales ont permis de poursuivre les investissements dans les nouveaux produits et services Internet, tout en maintenant un taux de marge brute opérationnelle élevé de 46,0% en 2010 contre 45,4% en 2009.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse limitée de 1,1% par rapport à 2009 à 481,7 millions d'euros.

Le résultat financier du Groupe est en baisse de 19,2% par rapport à 2009 à 97,6 millions d'euros, en raison de la hausse du taux d'intérêt moyen de la dette brute (y compris instruments de couverture), qui est passé de 4,10% en 2009 à 4,55% en 2010. Par ailleurs, la valeur temps des instruments de couverture de taux a connu une évolution favorable de 1,3 million d'euros en 2010 contre 7,4 millions d'euros en 2009.

Le résultat de la période s'élève à 244,9 millions d'euros, en baisse de 10,5% par rapport à 2009.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires, la marge brute opérationnelle, ainsi que les principaux soldes intermédiaires de gestion pour chacun des deux segments du Groupe consolidé, le segment PagesJaunes en France et le segment International & Filiales.

<i>En millions d'euros</i>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
PagesJaunes en France	1 051,6	1 097,3	-4,2%
International & Filiales	87,8	75,8	15,8%
Eliminations	(14,2)	(9,1)	56,0%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 125,2</b>	<b>1 163,9</b>	<b>-3,3%</b>
<i>Chiffre d'affaires Internet</i>	<i>537,6</i>	<i>506,4</i>	<i>6,2%</i>
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	<i>47,8%</i>	<i>43,5%</i>	
PagesJaunes en France	510,5	527,8	-3,3%
International & Filiales	7,2	0,9	na
<b>Marge brute opérationnelle</b>	<b>517,8</b>	<b>528,7</b>	<b>-2,1%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>46,0%</i>	<i>45,4%</i>	

### 1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France pour les exercices 2009 et 2010 :

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 051,6</b>	<b>1 097,3</b>	<b>-4,2%</b>
Achats externes	(238,2)	(257,1)	-7,4%
Autres produits d'exploitation	4,0	3,3	21,2%
Autres charges d'exploitation	(9,1)	(22,6)	-59,7%
Salaires et charges sociales	(297,8)	(293,1)	1,6%
<b>Marge brute opérationnelle</b>	<b>510,5</b>	<b>527,8</b>	<b>-3,3%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>48,5%</i>	<i>48,1%</i>	

### 1.2.1.1. Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment PagesJaunes en France par ligne de produits pour les exercices 2009 et 2010 :

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Annuaire imprimés	523,6	577,8	-9,4%
Internet	479,6	461,0	4,0%
Autres	48,4	58,5	-17,3%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 051,6</b>	<b>1 097,3</b>	<b>-4,2%</b>
<i>Chiffre d'affaires Internet</i>	<i>479,6</i>	<i>461,0</i>	<i>4,0%</i>
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	<i>45,6%</i>	<i>42,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France atteint 1 051,6 millions d'euros en 2010, en baisse de 4,2% par rapport à 2009, sous l'effet de la décroissance de 9,4% des revenus des annuaires imprimés et de 17,1% des revenus des autres activités (118 008, PagesPro, Minitel, Quidonc), partiellement compensée par la croissance de 4,0% du chiffre d'affaires des services Internet (« pagesjaunes.fr », « annoncesjaunes.fr », et sites Internet).

La baisse du chiffre d'affaires provient d'un parc annonceurs en repli de 5,7%, à 660 000 en 2010 contre 700 000 en 2009, non compensé par une augmentation du revenu moyen par annonceur de 1,7% à 1 570 euros en 2010 contre 1 543 euros en 2009.

La conquête de nouveaux clients se positionne à un niveau inférieur à celui de l'exercice précédent, avec 95 000 nouveaux clients en 2010 contre 119 000 en 2009, en raison de la moindre prospection des clients potentiels à revenu moyen faible (inférieur à 120 euros).

#### *Annuaire imprimés*

Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés, qui résulte principalement de la commercialisation d'espaces publicitaires dans l'annuaire PagesJaunes et dans l'*Annuaire* (Pages Blanches), s'élève à 523,6 millions d'euros en 2010 contre 577,8 millions en 2009, soit une baisse de 9,4%.

Le revenu moyen par annonceur sur les annuaires imprimés enregistre un recul de 2,6% par rapport à 2009, à 902 euros en 2010 contre 926 euros en 2009. Le nombre d'annonceurs dans les annuaires imprimés est en baisse de 6,9% avec 581 000 annonceurs en 2010 contre 624 000 en 2009.

## Internet

Le chiffre d'affaires des services Internet, qui provient principalement de la vente de produits publicitaires sur « pagesjaunes.fr » et « annoncesjaunes.fr », ainsi que des activités de création et d'hébergement de sites, est en croissance de 4,0% par rapport à 2009 à 479,6 millions d'euros. La reconnaissance comptable du chiffre d'affaires s'étale sur la durée des contrats avec les annonceurs (en général 12 mois).

Le nombre d'annonceurs sur les services Internet est légèrement en baisse de 1,1% par rapport à 2009, avec 487 000 annonceurs en 2010 contre 493 000 annonceurs en 2009. Le revenu moyen par annonceur progresse de 3,4% à 977 euros en 2010 contre 949 euros en 2009, ce qui traduit une politique commerciale qui porte essentiellement sur la montée en gamme des clients existants via les nouveaux services.

Avec 60 000 Packs Visibilité Internet (PVI) et près de 23 000 vidéos vendus au 31 décembre 2010, et avec le développement rapide du contributif, le nombre d'avis déposés par des internautes sur pagesjaunes.fr a atteint 263 000 au 31 décembre 2010 portant sur 121 000 professionnels, PagesJaunes confirme son statut de leader dans les contenus Internet en France.

Le site « pagesjaunes.fr » a enregistré 936,1 millions de visites sur Internet fixe en 2010, en hausse de 5,7% par rapport à 2009, et 70,4 millions de visites sur Internet mobile, soit une augmentation de 137,5% par rapport à 2009. Les applications PagesJaunes ont été téléchargées 4,0 millions de fois depuis leur lancement sur l'ensemble des smartphones.

### *Autres activités (118 008, PagesPro, Minitel, et Quidonc)*

Le chiffre d'affaires des autres activités du segment PagesJaunes en France est essentiellement composé des revenus relatifs aux services de renseignements par téléphone (118 008), à l'annuaire PagesPro sur Internet (arrêt de l'annuaire imprimé fin 2009), au Minitel, et à l'annuaire inversé QuiDonc.

Le chiffre d'affaires des autres activités du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 48,4 millions d'euros en 2010, en baisse de 17,3% par rapport à 2009. Cette évolution s'explique notamment par la baisse de 15,2% des revenus PagesPro sur Internet et par l'arrêt de la commercialisation des PagesPro sur support imprimé.

Le chiffre d'affaires des services de renseignements par téléphone (118 008), qui comprend les revenus relatifs aux insertions publicitaires, représentant 60,2% des revenus totaux de cette activité, et les revenus du trafic, s'établit à 36,0 millions d'euros en 2010, en baisse de 9,4% par rapport à 2009.

Cette décroissance des revenus publicitaires s'explique principalement par la baisse du nombre d'annonceurs avec 92 000 annonceurs fin 2010 contre 117 000 annonceurs fin 2009, tandis que le revenu moyen par annonceur passe à 209 euros en 2010 contre 212 euros en 2009. Les revenus liés au trafic diminuent de 6,6% en raison d'une baisse tendancielle du volume d'appels traités sur ce marché non compensé par l'augmentation du revenu moyen par utilisateur.

## 1.2.1.2. Achats externes du segment PagesJaunes en France

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Achats externes	(238,2)	(257,1)	-7,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	22,7%	23,4%	

Les achats externes incluent essentiellement les coûts éditoriaux (achat de papier, impression et

distribution des annuaires imprimés), les coûts liés aux bases de données, les charges du système d'information, les charges de communication et de marketing, ainsi que les charges de structure.

Les achats externes du segment PagesJaunes en France s'élevaient à 238,2 millions d'euros en 2010, et sont en baisse de 7,4% par rapport à 2009, tandis que le chiffre d'affaires du segment diminue de 4,2% sur la même période. Les achats externes représentent ainsi 22,7% du chiffre d'affaires en 2010 contre 23,4% en 2009.

La baisse des achats externes est due principalement à la diminution des coûts éditoriaux des annuaires imprimés et des dépenses de communication, partiellement compensée par une augmentation des coûts liés aux nouveaux produits et services Internet.

Les coûts éditoriaux des annuaires imprimés, composés des coûts d'achat de papier, d'impression et de portage, s'élevaient à 77,2 millions d'euros en 2010 contre 97,4 millions d'euros en 2009, avec des coûts de papier de 30,7 millions d'euros en 2010 contre 42,4 millions d'euros en 2009. Cette baisse de 20,2 millions d'euros s'explique principalement par l'optimisation des tirages et de la pagination (à titre d'exemple, poursuite du découpage des annuaires par zone de vie) et par la renégociation des contrats d'achat de papier.

Les charges de communication 2010 sont en baisse par rapport à 2009, en raison d'une année 2009 marquée par des campagnes sur la marque PagesJaunes, notamment en télévision, sans équivalent en 2010. Les coûts d'achats de liens sponsorisés et de référencement naturel rapportés au chiffre d'affaires Internet sont en légère baisse à 1,7% contre 1,9% en 2009 en raison des effets d'actions d'optimisation.

Les autres achats externes sont en augmentation en raison, d'une part, des coûts de fabrication des sites Internet (lancement du Pack Visibilité Internet en octobre 2009) et d'autre part, des coûts du système d'information en lien avec de nouveaux développements, liés aux services pour les annonceurs ou de nouvelles fonctionnalités du site pagesjaunes.fr.

### 1.2.1.3. Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits d'exploitation	4,0	3,3	21,2%

Les autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élevaient à 4,0 millions d'euros en 2010 contre 3,3 millions d'euros en 2009. Ils sont principalement constitués de refacturations diverses.

### 1.2.1.4. Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Autres charges d'exploitation	(9,1)	(22,6)	-59,7%

Les autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élevaient à 9,1 millions d'euros en 2010 contre 22,6 millions d'euros en 2009. Les autres charges d'exploitation sont composées des impôts et taxes, de certaines provisions pour risques et charges, et des provisions pour risques clients.

La diminution des autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France est principalement due à la suppression de la taxe professionnelle en 2010.

Les dotations pour provision sur créances clients ont été calculées en 2010 sur la base d'une dotation nette de 0,42% du chiffre d'affaires contre 0,52% en 2009. Cette tendance traduit une amélioration de la conjoncture sans toutefois retrouver le taux de 2008 qui était de 0,33%. Le risque client reste maîtrisé.

### 1.2.1.5. Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France

<b>PagesJaunes en France</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(297,8)	(293,1)	1,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>28,3%</i>	<i>26,7%</i>	

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France se composent des salaires et traitements fixes et variables y compris intéressement, des charges sociales, des taxes assises sur les salaires, des provisions pour congés payés, des avantages postérieurs à l'emploi, et des diverses indemnités versées aux salariés.

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France représentent 28,3% du chiffre d'affaires en 2010 contre 26,7% en 2009, et s'élèvent à 297,8 millions d'euros, en progression de 1,6% par rapport à 2009.

La rémunération de la force de vente et de son encadrement direct est restée stable à 159,7 millions d'euros en 2010. Cette stabilité s'explique par la compensation entre la baisse des commissions versées à la force de vente, liée à un moindre chiffre d'affaires, et la hausse des coûts liés à l'adaptation et au redéploiement des effectifs vers de nouvelles compétences.

### 1.2.1.6. Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

La marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France s'élève à 510,5 millions d'euros en 2010, en baisse de 3,3% par rapport à 2009. Le taux de marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France est en légère hausse à 48,5% en 2010 contre 48,1% en 2009, grâce notamment à la poursuite de la baisse des coûts éditoriaux des annuaires imprimés (achat de papier, coûts d'impression et de distribution), qui a été partiellement compensée par la progression des dépenses liées aux nouveaux produits et services Internet.

### 1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales pour les exercices 2009 et 2010 :

<b>International &amp; Filiales</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>87,8</b>	<b>75,8</b>	<b>15,8%</b>
Achats externes	(37,7)	(32,8)	14,9%
Autres produits d'exploitation	1,4	1,7	-17,6%
Autres charges d'exploitation	(3,9)	(4,6)	-15,2%
Salaires et charges sociales	(40,4)	(39,2)	3,1%
<b>Marge brute opérationnelle</b>	<b>7,2</b>	<b>0,9</b>	<b>na</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>8,2%</i>	<i>1,2%</i>	

### 1.2.2.1. Chiffre d'affaires du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment International & Filiales par ligne de produits pour les exercices 2009 et 2010 :

<b>International &amp; Filiales</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<i>En millions d'euros</i>			
Annuaire et recherche	44,2	41,4	6,8%
<i>dont Internet</i>	<i>26,7</i>	<i>16,1</i>	<i>65,8%</i>
Régie Internet	14,6	9,4	55,3%
Marketing direct et services géographiques	29,0	25,0	16,0%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>87,8</b>	<b>75,8</b>	<b>15,8%</b>
<i>Chiffre d'affaires Internet</i>	<i>62,1</i>	<i>42,9</i>	<i>44,8%</i>
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	<i>70,7%</i>	<i>56,6%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment International & Filiales s'élève à 87,8 millions d'euros en 2010, en hausse de 15,8% par rapport à 2009 grâce à la croissance de 44,8% des revenus Internet. Les sociétés 123people et Keltravo, consolidées respectivement à compter du mois de mars 2010 et du mois de mai 2010, et logées dans les activités « Annuaire et recherche », contribuent à hauteur de 8,8 millions d'euros au chiffre d'affaires du segment en 2010.

A périmètre de consolidation identique, hors 123people et Keltravo en 2010 et hors Edicom en 2009 (société cédée en octobre 2009), le chiffre d'affaires du segment International & Filiales ressortirait en hausse de 6,5% par rapport à 2009, avec des revenus Internet en hausse de 25,4%.

#### *Annuaire B to C*

Le chiffre d'affaires des activités annuaires B to C, qui résulte principalement de la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés et en ligne, de leur édition et de leur distribution, par les sociétés QDQ Media en Espagne, Editus au Luxembourg et Edicom au Maroc, ainsi que des nouvelles activités 123people et Keltravo, s'élève à 44,2 millions d'euros en 2010, en hausse de 6,8% par rapport à 2009, malgré la baisse de 32,4% des revenus des annuaires imprimés de QDQ Media. En 2009, Edicom avait contribué à hauteur de 1,6 million d'euros au chiffre d'affaires consolidé.

Les revenus Internet des activités annuaires et recherche sont en hausse de 65,8% par rapport à 2009 à 26,7 millions d'euros, grâce à la croissance de 19,2% des activités Internet de QDQ Media, et à la contribution à hauteur de 8,8 millions d'euros des nouvelles activités acquises au premier semestre 2010 (123people et Keltravo).

### Régie Internet

Le chiffre d'affaires d'Horyzon Média facturé aux annonceurs s'élève à 26,8 millions d'euros en 2010, en hausse de 55,8% par rapport à 2009. L'ensemble des activités, tant au CPC (coût par clic) qu'au CPM (coût pour mille) a connu une forte croissance, liée notamment à la reprise du marché publicitaire sur Internet, et à la prise en régie de nouveaux sites Internet.

La contribution d'Horyzon Média au chiffre d'affaires consolidé, constitué des seules commissions de régie pour les activités au CPM et de l'intégralité du chiffre d'affaires facturé aux annonceurs pour les activités au CPC, s'élève à 14,6 millions d'euros en 2010 contre 9,4 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 55,3%.

### Marketing Direct et Services Géographiques

Le chiffre d'affaires des activités Marketing Direct et Services Géographiques s'élève à 29,0 millions d'euros en 2010, en hausse de 16,0% par rapport à 2009, grâce à la croissance des activités Internet de PagesJaunes Marketing Services, liée notamment à la production des « Packs Visibilité Internet » commercialisés par la force de vente PagesJaunes, et à la croissance des revenus publicitaires de Mappy.

Le site « mappy.com » a enregistré 239,6 millions de visites en 2010, soit une hausse de 3,7% par rapport à 2009, et les applications Mappy ont été téléchargées 1,8 million de fois depuis leur lancement sur l'ensemble des smartphones.

## 1.2.2.2. Achats externes du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercice clos le 31 décembre		
	2010	2009	Variation 2010/2009
<i>En millions d'euros</i>			
Achats externes	(37,7)	(32,8)	14,9%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	42,9%	43,3%	

Les achats externes du segment International & Filiales s'élèvent à 37,7 millions d'euros en 2010, en hausse de 14,9% par rapport à 2009 pour un chiffre d'affaires en hausse de 15,8%. Cette évolution résulte notamment de la hausse des versements aux éditeurs liée à la croissance des activités à la performance d'Horyzon Média, ainsi qu'à l'intégration à compter du premier semestre 2010 des sociétés 123people et Keltravo.

## 1.2.2.3. Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercice clos le 31 décembre		
	2010	2009	Variation 2010/2009
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits et charges d'exploitation	(2,5)	(2,9)	na

Les autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales représentent une charge nette de 2,5 millions d'euros en 2010 contre une charge nette de 2,9 millions d'euros en 2009.

Les autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales sont principalement composés des impôts et taxes, et des provisions pour risques clients.

### 1.2.2.4. Salaires et charges sociales du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercice clos le 31 décembre		
	2010	2009	Variation 2010/2009
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(40,4)	(39,2)	3,1%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	46,0%	51,7%	

Les salaires et charges sociales du segment International & Filiales s'élèvent à 40,4 millions d'euros en 2010, en hausse de 3,1% par rapport à 2009 pour un chiffre d'affaires en hausse de 15,8%. Ils représentent 46,0% du chiffre d'affaires du segment en 2010 contre 51,7% en 2009.

L'impact sur les charges de l'intégration des sociétés 123people et Keltravo est en partie compensé par la diminution des charges de ODQ Media, suite au plan de restructuration mené en 2009, qui se traduit par une baisse de 16,1% de l'effectif moyen de la société entre 2009 et 2010, qui passe de 420 personnes à 352 personnes entre les deux périodes.

### 1.2.2.5. Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

La marge brute opérationnelle du segment International & Filiales s'élève à 7,2 millions d'euros en 2010 contre 0,9 million d'euros en 2009, grâce aux effets de la restructuration de ODQ Media menée en 2009 qui permet d'atteindre une marge brute opérationnelle à l'équilibre en 2010, à la forte croissance de la marge brute opérationnelle d'Horyzon Média liée à la croissance de l'activité, et à la contribution positive de 123people, consolidée à compter du mois de mars 2010.

### 1.2.3. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe pour les exercices 2009 et 2010 :

Groupe PagesJaunes	Exercice clos le 31 décembre		
	2010	2009	Variation 2010/2009
<i>En millions d'euros</i>			
<b>Marge brute opérationnelle</b>	<b>517,8</b>	<b>528,7</b>	<b>-2,1%</b>
Participation des salariés	(14,7)	(15,3)	-3,9%
Rémunération en actions	(2,5)	(1,6)	56,3%
Dotations aux amortissements	(18,4)	(19,6)	-6,1%
Résultat de cession d'actifs	(0,1)	(0,8)	na
Coût des restructurations	-	(4,5)	-100,0%
Frais d'acquisition des titres	(0,4)	-	na
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>481,7</b>	<b>487,0</b>	<b>-1,1%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	42,8%	41,8%	

### 1.2.3.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 14,7 millions d'euros en 2010, en baisse de 3,9% par rapport à 2009.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 2,5 millions d'euros en 2010 en hausse de 56,3% par rapport à 2009. Cette hausse s'explique par la charge relative aux plans mis en place en 2010 et par l'effet année pleine des plans mis en place en 2009. La charge de l'exercice 2010 résulte des plans de stock options mis en place en 2007, 2009 et 2010.

### 1.2.3.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 18,4 millions d'euros en 2010 contre 19,6 millions d'euros en 2009, soit une baisse de 6,1%, qui ne reflète pas la hausse des investissements réalisés par le Groupe essentiels à la stratégie de l'entreprise, notamment dans le cadre du lancement de nouveaux produits et services à destination de nos clients, et l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. En effet, certains actifs en cours de développement n'ont pas encore donné lieu à la constatation d'amortissements dans les comptes.

### 1.2.3.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 481,7 millions d'euros en 2010, en baisse limitée de 1,1%. Le taux de marge d'exploitation du Groupe par rapport au chiffre d'affaires ressort en hausse et passe de 41,8% en 2009 à 42,8% en 2010.

### 1.2.4. Analyse du résultat net consolidé

Le tableau suivant présente le résultat net consolidé du Groupe pour les exercices 2009 et 2010 :

<b>Groupe PagesJaunes</b> <i>En millions d'euros</i>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation 2010/2009</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>481,7</b>	<b>487,0</b>	<b>-1,1%</b>
Produits financiers	2,0	8,8	-77,3%
Charges financières	(99,6)	(90,7)	9,8%
Gain (perte) de change	-	-	na
<b>Résultat financier</b>	<b>(97,6)</b>	<b>(81,9)</b>	<b>19,2%</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>384,1</b>	<b>405,1</b>	<b>-5,2%</b>
Impôt sur les sociétés	(139,2)	(131,5)	5,9%
<b>Résultat de la période</b>	<b>244,9</b>	<b>273,6</b>	<b>-10,5%</b>
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	244,9	273,6	-10,5%
- intérêts minoritaires	-	-	

### 1.2.4.1. Résultat financier

---

Le résultat financier du Groupe est déficitaire de 97,6 millions d'euros en 2010 contre un déficit de 81,9 millions d'euros en 2009. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire de 1 950,0 millions d'euros mis en place en novembre 2006, et couvert au 31 décembre 2010 à hauteur de 88% contre la hausse des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance fin 2011, et à hauteur de 46% par des swaps forward venant à échéance fin 2013.

Cette charge d'intérêts, nette de l'effet des instruments de couverture de taux, s'élève à 89,3 millions d'euros en 2010 contre 80,7 millions d'euros en 2009. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 4,10% en 2009 à 4,55% en 2010, soit une augmentation de 45 points de base lié au renchérissement du coût de la couverture.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 6,8 millions d'euros, quasiment stable entre les deux périodes, ainsi que la variation de la valeur temps du collar conclu en novembre 2006, représentant un produit de 1,3 million d'euros en 2010 contre un produit de 7,4 millions d'euros en 2009, et classée dans la rubrique « variation de la juste valeur des instruments de couverture ».

### 1.2.4.2. Impôt sur les sociétés

---

Au titre de l'exercice 2010, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 139,2 millions d'euros en hausse de 5,9% par rapport à 2009. Le taux d'imposition apparent est de 36,2% en 2010 contre 32,5% en 2009. Cette évolution s'explique principalement par l'impact de la Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en 2010 et par l'utilisation en 2009 des déficits fiscaux 2007 et 2008 de PagesJaunes Petites Annonces.

### 1.2.4.3. Résultat de la période

---

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 244,9 millions d'euros en 2010 contre 273,6 millions d'euros en 2009, soit une baisse de 10,5% entre les deux périodes.

### 1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010 :

<b>Groupe PagesJaunes</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2010</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2009</b>
<i>En millions d'euros</i>		
Juste valeur des instruments de couverture	-	-
Intérêts courus non échus	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106,0	67,0
<b>Trésorerie brute</b>	<b>106,0</b>	<b>67,0</b>
Découverts bancaires	(2,5)	(5,6)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>103,5</b>	<b>61,4</b>
Emprunt bancaire	1 950,0	1 950,0
Ligne de crédit revolving	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(21,4)	(28,2)
Dettes sur instruments de couverture	1,9	3,7
Juste valeur des instruments de couverture	63,9	56,3
Intérêts courus non échus	4,7	4,2
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires et compléments de prix	2,8	0,6
Autres dettes financières	1,7	10,5
<b>Endettement financier brut</b>	<b>2 003,6</b>	<b>1 996,9</b>
<b>Endettement net</b>	<b>1 900,1</b>	<b>1 935,4</b>
<b>Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts</b>	<b>1 857,6</b>	<b>1 907,4</b>

La dette bancaire de PagesJaunes Groupe, d'un montant de 1 950,0 millions d'euros, est remboursable dans son intégralité fin 2013, et est couverte au 31 décembre 2010 à hauteur de 88% contre la hausse des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance fin 2011, et à hauteur de 46% par des swaps forward venant à échéance fin 2013. PagesJaunes Groupe bénéficie par ailleurs, auprès d'un syndicat bancaire diversifié, d'une ligne de crédit revolving d'un montant d'environ 400,0 millions d'euros venant à échéance fin 2013. Cette ligne de crédit n'est pas tirée au 31 décembre 2010.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 63,9 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre un passif de 56,3 millions d'euros au 31 décembre 2009, et hors amortissement des frais d'émission d'emprunts, soit 21,4 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 28,2 millions d'euros au 31 décembre 2009, l'endettement net s'élève à 1 857,6 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 1 907,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010 :

**Groupe PagesJaunes***En millions d'euros*

	<b>Exercice clos le 31 décembre 2010</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2009</b>
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	291,8	283,7
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(55,6)	(25,1)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(194,1)	(285,7)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	-	-
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>42,0</b>	<b>(27,0)</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	61,4	88,5
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période</b>	<b>103,5</b>	<b>61,4</b>

La trésorerie nette et équivalents de trésorerie s'élèvent à 103,5 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 61,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 291,8 millions d'euros en 2010 contre 283,7 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 8,1 millions d'euros, avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 517,8 millions d'euros en 2010, en baisse de 10,9 millions d'euros par rapport à 2009,
- des coûts de restructuration de 4,5 millions d'euros en 2009,
- un dégagement en fonds de roulement de 4,5 millions d'euros en 2010 contre un besoin en fonds de roulement de 3,2 millions d'euros en 2009,
- un décaissement net de 88,4 millions d'euros au titre des intérêts financiers en 2010 contre 80,1 millions d'euros en 2009, compte tenu de l'élargissement de la couverture,
- un décaissement de 136,0 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés en 2010 contre un décaissement de 148,0 millions d'euros en 2009.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 55,6 millions d'euros en 2010 contre un décaissement de 25,1 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 30,6 millions d'euros liée aux investissements dans les nouveaux produits et services Internet ainsi qu'à l'acquisition des entités 123people et Keltravo.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 194,1 millions d'euros en 2010 contre 285,7 millions d'euros en 2009, soit une baisse de 91,5 millions d'euros, avec principalement :

- 182,4 millions d'euros au titre des dividendes versés en 2010, en baisse de 87,0 millions d'euros par rapport aux dividendes versés en 2009,
- 7,4 millions d'euros en 2009 relatifs aux rachats des participations minoritaires dans PagesJaunes Petites Annonces et Horyzon Média.

## 1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

---

Se référer aux notes 31 à 33 des comptes consolidés.

## 1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2011

---

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe concernent :

- l'environnement économique et la situation du marché publicitaire local en France et en Espagne qui devraient conditionner la prospection commerciale de PagesJaunes et ODQ Media sur leurs marchés respectifs,
- l'évolution concurrentielle sur Internet, notamment en ce qui concerne les services de recherche et les services géographiques et de cartographie, qui pourraient avoir un impact sur la capacité de PagesJaunes et de Mappy à maintenir le rythme de croissance de leurs revenus,
- l'évolution des marchés de taux qui pourraient faire varier le résultat financier de PagesJaunes Groupe via un accroissement des intérêts de la dette (sur les 12% des emprunts bancaires ne faisant pas l'objet d'une couverture de taux) et la variation de la juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (pour leur valeur temps).

## 1.6. Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2010

---

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2010.

## 1.7. Recherche et développement

---

A la pointe dans son secteur, le Groupe PagesJaunes développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ces équipes sont constituées des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

## 2. Comptes consolidés

### Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2010	Exercice clos le 31 décembre 2009
Chiffre d'affaires	6	1 125 214	1 163 901
Achats externes		(260 417)	(280 532)
Autres produits opérationnels		3 172	4 196
Autres charges opérationnelles		(11 932)	(26 680)
Frais de personnel : - Salaires et charges	7	(338 258)	(332 233)
<b>Marge Brute Opérationnelle</b>		<b>517 780</b>	<b>528 653</b>
- Participation des salariés	7	(14 712)	(15 274)
- Rémunération en actions	7	(2 452)	(1 579)
Dotations aux amortissements	13 & 14	(18 365)	(19 563)
Résultat de cession d'actifs	8	(90)	(818)
Coût des restructurations		-	(4 457)
Frais d'acquisition des titres de participation		(439)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>481 723</b>	<b>486 962</b>
Produits financiers		1 979	8 798
Charges financières		(99 567)	(90 656)
Gain (perte) de change		30	-
<b>Résultat financier</b>	9	<b>(97 558)</b>	<b>(81 858)</b>
Impôt sur les sociétés	10	(139 239)	(131 472)
<b>Résultat de la période</b>		<b>244 926</b>	<b>273 632</b>
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		244 926	273 611
- Participation ne donnant pas le contrôle		-	21
<b>Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe</b> (en euros)			
<b>Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé</b>			
- de base	11	0,87	0,98
- dilué		0,85	0,96

## Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2010	Exercice clos le 31 décembre 2009
<b>Report résultat de la période</b>		<b>244 926</b>	<b>273 632</b>
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture			
- Montant brut		(8 372)	(38 407)
- Impôt différé		2 883	13 225
<b>- Montant net d'impôt</b>	17	<b>(5 489)</b>	<b>(25 182)</b>
Ecarts de conversion des activités à l'étranger		-	33
<b>Total autres éléments du résultat global net d'impôt</b>		<b>(5 489)</b>	<b>(25 149)</b>
<b>Résultat global total net d'impôt</b>		<b>239 437</b>	<b>248 484</b>
Résultat global total attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		239 437	248 462
- Participation ne donnant pas le contrôle		-	21

## Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>Exercice clos le 31 décembre 2010</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2009</b>
<b>ACTIF</b>			
Ecarts d'acquisition nets	12	66 687	50 358
Autres immobilisations incorporelles nettes	13	49 154	25 051
Immobilisations corporelles nettes	14	27 694	22 950
Actifs disponibles à la vente	15	207	207
Autres actifs financiers non courants	16	1 251	667
Impôts différés actifs	10	31 572	28 130
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>176 566</b>	<b>127 363</b>
Stocks nets	18	2 194	6 434
Créances clients nettes	19	447 042	466 179
Autres actifs courants	20	27 830	36 273
Créances d'impôt sur les sociétés	10	1 986	5 374
Charges constatées d'avance	21	105 611	106 856
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	105 977	67 040
<b>Total des actifs courants</b>		<b>690 639</b>	<b>688 157</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>867 205</b>	<b>815 520</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital social		56 197	56 197
Prime d'émission		98 676	98 676
Réserves		(2 509 017)	(2 602 320)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		244 926	273 611
Autres éléments du résultat global		(40 934)	(35 445)
Actions propres		(4 037)	(3 831)
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe</b>	23	<b>(2 154 188)</b>	<b>(2 213 112)</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>Total capitaux propres</b>		<b>(2 154 188)</b>	<b>(2 213 112)</b>
Dettes financières et dérivés non courants	17 & 27	1 962 358	1 980 102
Avantages du personnel - non courants	25	47 435	41 692
Provisions - non courantes	25	6 813	3 629
Impôts différés passifs	10	1 136	-
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>2 017 742</b>	<b>2 025 423</b>
Découverts bancaires et autres emprunts c	27	38 970	18 204
Intérêts courus non échus	27	4 739	4 177
Provisions - courantes	25	1 285	761
Dettes fournisseurs	24	101 998	102 356
Avantages du personnel - courants	25	119 261	121 242
Autres passifs courants	25	94 808	96 279
Dettes d'impôt sur les sociétés	10	490	200
Produits constatés d'avance	28	642 101	659 990
<b>Total des passifs courants</b>		<b>1 003 651</b>	<b>1 003 209</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>867 205</b>	<b>815 520</b>

## Etat de variation des capitaux propres consolidés

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2008</b>	<b>280 404 148</b>	<b>56 197</b>	<b>98 676</b>	<b>(4 313)</b>	<b>(2 334 341)</b>	<b>(10 263)</b>	<b>(33)</b>	<b>(2 194 077)</b>	<b>2</b>	<b>(2 194 075)</b>
Résultat global total de la période					273 611			273 611	21	273 632
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(25 182)	33	(25 149)		(25 149)
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>273 611</b>	<b>(25 182)</b>	<b>33</b>	<b>248 462</b>	<b>21</b>	<b>248 484</b>
Rémunération en actions					1 474			1 474	-	1 474
Distribution de dividendes					(269 453)			(269 453)	(35)	(269 488)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	46 428			482				482	-	482
Put minoritaires Horyzon Media								-	13	13
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>280 450 576</b>	<b>56 197</b>	<b>98 676</b>	<b>(3 831)</b>	<b>(2 328 709)</b>	<b>(35 445)</b>	<b>-</b>	<b>(2 213 112)</b>	<b>-</b>	<b>(2 213 112)</b>
Résultat global total de la période					244 926			244 926	-	244 926
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(5 489)	-	(5 489)		(5 489)
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>244 926</b>	<b>(5 489)</b>	<b>-</b>	<b>239 437</b>	<b>-</b>	<b>239 437</b>
Rémunération en actions					2 140			2 140	-	2 140
Distribution de dividendes					(182 448)			(182 448)	-	(182 448)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(84 883)			(206)				(206)	-	(206)
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>280 365 693</b>	<b>56 197</b>	<b>98 676</b>	<b>(4 037)</b>	<b>(2 264 091)</b>	<b>(40 934)</b>	<b>-</b>	<b>(2 154 188)</b>	<b>-</b>	<b>(2 154 188)</b>

## Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>Exercice clos le 31 décembre 2010</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2009</b>
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe</b>		<b>244 926</b>	<b>273 611</b>
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	12 & 14	18 365	19 563
Variation des provisions	22	9 352	6 142
Rémunération en actions		2 141	1 474
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		90	818
Produits et charges d'intérêts	9	56 757	53 461
Instruments de couverture	17	40 831	28 397
Ecart de change non réalisé		(37)	(3)
Charge d'impôt de l'exercice	10	139 239	131 472
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		-	21
Diminution (augmentation) des stocks		4 240	99
Diminution (augmentation) des créances clients		18 182	40 299
Diminution (augmentation) des autres créances		4 943	992
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(554)	(6 928)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(22 353)	(37 656)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>4 459</b>	<b>(3 195)</b>
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		718	2 500
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(89 069)	(82 572)
Impôt sur les sociétés décaissé	10	(135 993)	(148 020)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>291 778</b>	<b>283 668</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13 & 14	(42 746)	(25 965)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		(577)	1 346
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		151	92
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	5	(16 883)	-
Produits de cessions d'actifs financiers, nets de trésorerie cédée	5	5 337	(629)
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs financiers	27	(916)	99
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement</b>		<b>(55 634)</b>	<b>(25 057)</b>
Changement de parts d'intérêt sans gain/perte de contrôle		(460)	(7 439)
Augmentation (diminution) des emprunts	27	(10 834)	(9 423)
Mouvements sur actions propres	23	(383)	697
Augmentation de capital		-	3
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-	(35)
Dividendes versés	23	(182 447)	(269 455)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(194 124)</b>	<b>(285 651)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		37	1
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>42 057</b>	<b>(27 040)</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		61 444	88 484
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	27	<b>103 501</b>	<b>61 444</b>

Conformément à IFRS 3 et IAS 7 révisées, les changements de parts d'intérêt sans gain/perte de contrôle ont été reclassés des « Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement » vers les « Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement ». Par ailleurs, il n'y a pas de flux non monétaires significatifs.

## Note 1 – Informations relatives au Groupe

---

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ) – compartiment A. Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 8 février 2011.

## Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2010

---

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. Les états financiers 2008, inclus dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2009 sous le n° D.09-125, sont incorporés par référence.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, sans impact significatif :

- IFRS 3R – Regroupements d'entreprises,
- Amendements d'IAS 27 – Etats financiers individuels et consolidés,
- Améliorations 2008 – Amendement d'IFRS 5,
- Améliorations 2009 – Amendements d'IFRS 2, IAS 38 et IFRIC 9,
- IFRIC 17 – Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires,
- Amendements IAS 39 – Eléments éligibles à la couverture,
- Améliorations 2009 – Autres,
- Amendement IFRS 2 – Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie,
- IFRIC 12 – Accords de concession de services,
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers,
- IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net,
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients.

### *Regroupements d'entreprises (IFRS 3R – Regroupements d'entreprises et Amendements d'IAS 27)*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme la somme de la contrepartie transférée, mesurée à la juste valeur le jour de l'acquisition, et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la fraction non acquise de la cible, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part de situation nette réévaluée. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus (en résultat d'exploitation).

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si l'ajustement est comptabilisé selon IAS 39, il donnera lieu à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, dont les variations ultérieures de juste valeur seront comptabilisées en résultat ou en résultat global, selon les normes applicables. Si l'ajustement est comptabilisé en capitaux propres, il ne sera pas réévalué.

Dans l'état des flux de trésorerie, les changements de parts d'intérêt sans gain ou perte de contrôle sont classés dans les « Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement ».

En comparaison avec les éléments présentés ci-dessus, les différences suivantes s'appliquaient aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition étaient inclus dans le coût d'acquisition.
- Les intérêts minoritaires étaient mesurés à hauteur de la quote-part de situation nette réévaluée de l'entité acquise.
- Les regroupements d'entreprises réalisés en plusieurs étapes étaient comptabilisés comme tels. Toute part additionnelle acquise n'affectait pas les écarts d'acquisition précédemment reconnus.
- Les ajustements de prix étaient reconnus, si et seulement si, le Groupe avait une obligation actuelle, dont le règlement était probable et pouvait être estimé de manière fiable. Les changements d'estimation relatifs au montant de l'ajustement de prix affectaient le goodwill. Ces dispositions continuent à être appliquées aux variations postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010 des ajustements de prix relatifs à des regroupements d'entreprises antérieurs à cette date.

La terminologie « intérêts minoritaires » devient « participation ne donnant pas le contrôle ».

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

En outre, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- IAS 24 – Information relative aux parties liées,
- Amendement IAS 32 - Classement des émissions de droits,
- Amendement IFRIC 14 – Paiement d'avance d'exigences de financement minimal,
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres.

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2010 :

- Améliorations des IFRS (mai 2010),
- IFRS 9 - Instruments financiers,
- Amendement à IFRS 7 – Information à fournir – Transfert d'actifs financiers,
- Amendements à IFRS 1 –Hyperinflation sévère,
- Amendements to IAS 12 – Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents.

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2010 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des

hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernées les écarts d'acquisition (notes 3.8 et 12), la rémunération en actions (notes 3.1, 3.17 et 26) et l'évaluation des passifs liés aux retraites (notes 3.16 et 25). Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables (note 3.1), de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

### Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2010 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2010.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### 3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne ou leur interprétation.

##### *Plan de participation du Management :*

Sèvres I, Sèvres II, Sèvres III, qui, ensemble, contrôlaient 100% du capital de Médiannuaire Holding, actionnaire majoritaire indirect de PagesJaunes Groupe, ont proposé à un certain nombre de managers du Groupe de prendre une participation minoritaire, sous la forme de 212 591 actions ordinaires, au capital de Médiannuaire Holding (soit 0,55% du capital de Médiannuaire Holding). Cette prise de participation, qui a été réalisée fin décembre 2006, s'est faite sur la base du prix proposé par Médiannuaire Holding dans le cadre de la garantie de cours portant sur les titres PagesJaunes Groupe et qui a été finalisée le 1<sup>er</sup> décembre 2006.

Les managers du Groupe détiennent, au 31 décembre 2010, 131 122 actions ordinaires et 223 994 actions de préférence, soit au total 0,92% du capital social de Médiannuaire Holding.

Le capital de Médiannuaire Holding se répartit entre actions ordinaires et actions de préférence, le droit pour chaque classe d'actions à l'accroissement de valeur des capitaux propres étant variable en fonction du taux de rentabilité interne constaté par les actionnaires de Médiannuaire Holding sur leur investissement pendant leur période de détention. Par ailleurs, chaque manager a conclu avec les actionnaires de Médiannuaire Holding un engagement réciproque d'achat et de vente, qui devient exerçable, par l'une ou l'autre des parties, dès lors que ce manager quitte le Groupe PagesJaunes. Le prix par action auquel ces engagements réciproques d'achat et de vente seraient mis en œuvre varie notamment en fonction du cours de bourse de l'action de PagesJaunes Groupe, de la durée de

présence des managers à compter du 21 décembre 2006, et de l'atteinte de certaines conditions de performance. Au 31 décembre 2010, l'application de ces critères conduirait, dans l'hypothèse où ces options croisées seraient exercées à cette date par l'une ou l'autre des parties, au rachat à une valeur nulle des actions acquises par les managers.

#### *Droit Individuel à la Formation (DIF) :*

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation (Avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la «comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF») à savoir :

- les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement ;
- le volume d'heures à la clôture de l'exercice, de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés, est mentionné dans les annexes.

## 3.2 - Consolidation

---

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

## 3.3 - Opérations en devises

---

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

### 3.4 - Présentation des états financiers

---

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle (MBO) correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunération en actions, y compris les charges sociales éventuelles y afférentes ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- des frais d'acquisition de titres de participation ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

### 3.5 - Chiffre d'affaires

---

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution de chaque annuaire imprimé. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118008 en France) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.
- Les produits issus des activités de régie publicitaire sont reconnus sur la période de diffusion des campagnes de publicité. Lorsque les entités du Groupe opèrent uniquement en tant qu'agents, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions.
- Les coûts des ventes liées aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportés au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que les coûts éditoriaux dont la redevance éditoriale.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

### 3.6 - Frais de publicité et assimilés

---

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 3.7 - Résultat par action

---

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

### 3.8 - Ecart d'acquisition

---

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune des sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans, puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

### 3.9 - Autres immobilisations incorporelles

---

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

#### *Marques*

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

#### *Licences et brevets*

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

#### *Frais de recherche et développement*

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

#### *Logiciels*

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

### 3.10 - Immobilisations corporelles

---

#### *Valeur brute*

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située,

obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit du fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

#### *Contrats de location financement*

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

#### *Amortissement*

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

### **3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé**

---

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

## 3.12 - Actifs et passifs financiers

---

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

### 3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

---

#### *Actifs détenus jusqu'à leur échéance*

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

#### *Actifs disponibles à la vente*

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

#### *Prêts et créances*

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

#### *Actifs à la juste valeur par le compte de résultat*

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair

Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

### **3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

---

#### *Passifs financiers*

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

#### *Passifs à la juste valeur par le compte de résultat*

Les passifs à la juste valeur par le compte de résultat sont évalués à leur juste valeur.

### **3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés**

---

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

#### *Instruments de couverture*

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

### 3.13 - Stocks

---

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

### 3.14 - Impôts différés

---

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable sur un horizon de 3 à 5 ans.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire

permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### 3.15 - Provisions

---

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

### 3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

---

#### 3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

---

##### *Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires*

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 25).

##### *Autres régimes de retraite*

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

### 3.16.2 - Autres avantages à long terme

---

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

### 3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail

---

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

## 3.17 - Rémunération en actions

---

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

### 3.18 - Actions propres

---

Conformément à IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

### Note 4 - Information sectorielle

---

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à cette activité, à destination du grand public et des professionnels.

Au compte de résultat, seuls les éléments de la MBO et les dotations aux amortissements font l'objet d'une affectation sectorielle. Au bilan, hormis les disponibilités, les dettes financières et la dette d'impôt courant et différé, tous les éléments font l'objet d'une affectation sectorielle.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- **PagesJaunes en France.** Il s'agit des activités France du Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires, à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés (PagesJaunes, l'Annuaire) et en ligne (« pagesjaunes.fr », « pagespro.com »). Il s'agit également des activités de création et d'hébergement de sites Internet, des activités de services de renseignements par téléphone (118 008), de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr »), ainsi que de l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- **International & Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires imprimés et en ligne grand public hors de France (QDO Media en Espagne et Editus au Luxembourg), et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, telles que les services géographiques de Mappy, de marketing direct de PagesJaunes Marketing Services, et de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Média. Depuis le mois de mars 2010, ce segment comprend également les activités de 123people, leader mondial de la recherche en temps réel de personnes sur Internet, ainsi que, depuis le mois de mai 2010, celles de Keltravo acteur, majeur de la mise en relation entre particuliers et professionnels du bâtiment et des travaux publics en France.

### 4.1 - Par secteur d'activité

---

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2010 et 2009 :

Résultat de la période	Exercice clos le 31 décembre 2010				Exercice clos le 31 décembre 2009			
	Montants en milliers d'euros	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 051 637</b>	<b>87 754</b>	<b>(14 177)</b>	<b>1 125 214</b>	<b>1 097 270</b>	<b>75 780</b>	<b>(9 149)</b>	<b>1 163 901</b>
- Externe	1 051 637	73 577	-	1 125 214	1 097 251	66 650	-	1 163 901
- Inter secteurs	-	14 177	(14 177)	-	19	9 130	(9 149)	-
Achats externes	(238 189)	(37 657)	15 429	(260 417)	(257 109)	(32 782)	9 359	(280 532)
Autres produits opérationnels	4 021	1 405	(2 254)	3 172	3 338	1 658	(800)	4 196
Autres charges opérationnelles	(9 103)	(3 867)	1 038	(11 932)	(22 628)	(4 607)	556	(26 680)
Salaires et charges	(297 818)	(40 404)	(36)	(338 258)	(293 080)	(39 187)	34	(332 233)
<b>Marge Brute Opérationnelle</b>	<b>510 548</b>	<b>7 232</b>	<b>-</b>	<b>517 780</b>	<b>527 791</b>	<b>862</b>	<b>-</b>	<b>528 653</b>
Participation des salariés				(14 712)				(15 274)
Rémunération en actions				(2 452)				(1 579)
Dotation aux amortissements	(14 869)	(3 496)	-	(18 365)	(16 486)	(3 077)	-	(19 563)
Résultat sur cession d'actifs				(90)				(818)
Coût des restructurations	-	-	-	-	-	(4 457)	-	(4 457)
Frais d'acquisition des titres de participation	(439)	-	-	(439)	-	-	-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>				<b>481 723</b>				<b>486 963</b>
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>32 324</b>	<b>10 422</b>	<b>-</b>	<b>42 746</b>	<b>22 787</b>	<b>3 178</b>	<b>-</b>	<b>25 965</b>

## Etat de situation financière

Exercice clos le 31 décembre 2010

Exercice clos le 31 décembre 2009

<i>Montants en milliers d'euros</i>	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe
Ecarts d'acquisition nets	6 824	59 863	-	66 687	6 426	43 932	-	50 358
Autres immobilisations incorporelles nettes	32 070	17 084	-	49 154	19 790	5 261	-	25 051
Immobilisations corporelles nettes	22 251	5 443	-	27 694	17 897	5 053	-	22 950
Actifs non sectoriels non courants				33 030				29 004
<b>Actifs non courants</b>				<b>176 566</b>				<b>127 363</b>
Stocks nets	1 918	276	-	2 194	6 139	295	-	6 434
Créances clients nettes	409 097	43 749	(5 804)	447 042	430 546	39 565	(3 932)	466 179
Autres actifs courants	22 944	5 392	(509)	27 827	33 837	2 845	(409)	36 273
Charges constatées d'avance	99 972	5 712	(73)	105 611	100 706	6 199	(49)	106 856
Actifs non sectoriels courants				107 966				72 414
<b>Actifs courants</b>				<b>690 639</b>				<b>688 157</b>
<b>Total Actif</b>				<b>867 205</b>				<b>815 520</b>
- dont actifs sectoriels	595 076	137 519	(6 386)	726 209	615 341	103 152	(4 390)	714 102
- dont actifs non sectoriels				140 996				101 418
<b>Capitaux propres</b>				<b>(2 154 188)</b>				<b>(2 213 112)</b>
<b>Participation ne donnant pas le contrôle</b>				-				-
Avantages du personnel - non courants	47 203	232	-	47 435	41 544	148	-	41 692
Provisions - non courantes	6 813	-	-	6 813	3 629	-	-	3 629
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif non sectoriel non courant				1 963 494				1 980 102
<b>Passifs non courants</b>				<b>2 017 742</b>				<b>2 025 423</b>
Provisions - courantes	663	622	-	1 285	78	683	-	761
Dettes fournisseurs	83 374	24 428	(5 804)	101 998	93 033	13 696	(4 373)	102 356
Avantages du personnel - courants	113 056	6 205	-	119 261	115 581	5 661	-	121 242
Autres passifs courants	88 445	6 872	(509)	94 808	91 427	5 261	(409)	96 279
Produits constatés d'avance	627 218	14 956	(73)	642 101	642 415	17 624	(49)	659 990
Passif non sectoriel courant				44 199				22 581
<b>Passifs courants</b>				<b>1 003 651</b>				<b>1 003 209</b>
<b>Total Passif</b>				<b>867 205</b>				<b>815 520</b>
- dont passifs sectoriels	966 772	53 315	(6 386)	1 013 701	987 707	43 073	(4 831)	1 025 949
- dont passifs non sectoriels				(146 496)				(210 429)

## 4.2 - Par zone géographique

---

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2010</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre 2009</b>
<b>Chiffre d'affaires contributif</b>	<b>1 125 214</b>	<b>1 163 901</b>
- France	1 084 868	1 122 490
- Autres	40 346	41 411
<b>Actifs</b>	<b>867 205</b>	<b>815 520</b>
- France	666 596	669 405
- Autres	59 613	44 699
- Non affecté	140 996	101 416

## Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

---

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2010 et 2009 sont les suivantes :

### 2010

Le 17 février 2010, PagesJaunes Groupe a exercé l'option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans Horyzon Média de 95,83% à 100% pour un prix de 0,5 million d'euros. Ce dernier a été constaté en passif courant.

Le 12 mars 2010, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société 123people *Internetservices GmbH*, leader mondial de la recherche en temps réel de personnes sur Internet. Cette opération stratégique permet à PagesJaunes Groupe de renforcer son leadership sur Internet en s'associant à 123people, marque de référence qui fédère une audience de plus de 40 millions de visiteurs uniques dans 11 pays, et qui dispose d'un savoir faire avéré dans le référencement naturel et la méta-recherche sur le web.

Le 4 mai 2010, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Keltravo, qui est un acteur majeur dans les devis en ligne dans le secteur des travaux à domicile. Acteur majeur de la génération de leads, Keltravo permettra le développement de l'audience sur les rubriques Travaux Maison, l'enrichissement du contenu et l'intégration d'un service de demande de devis sur pagesjaunes.fr ainsi que le développement du ROI des annonceurs de PagesJaunes.

Le 20 octobre 2010, PagesJaunes a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Aronet qui exploite le site embauche.com, spécialisé dans les offres d'emplois à destination des entreprises, cabinets de recrutements et agences d'intérim. Cette opération s'inscrit dans la politique d'enrichissement des services Internet du Groupe à destination des professionnels. Le 31 décembre 2010, cette entité a été absorbée par la société PagesJaunes, opération de restructuration interne qui n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

L'ensemble des titres des sociétés 123people, Keltravo et Aronet a été acquis pour un prix de 21,0 millions d'euros dont 0,4 million d'euros de frais et honoraires ; la part acquise en numéraire s'élève à 18,2 millions d'euros .

Des compléments de prix d'un montant total estimé à 2,8 millions d'euros pourraient être versés en 2011, 2012 et 2013 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Ils ont été comptabilisés en passifs courants et non courants.

Les justes valeurs des actifs et passifs identifiables sont les suivantes :

<b>(Montants en milliers d'euros)</b>	<b>123people + Keltravo + Aronet</b>
Actifs non courants	4 732
Actifs courants	1 770
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 005
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 507</b>
Passifs non courants	(1 385)
Passifs courants	(1 882)
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>(3 267)</b>
<b>TOTAL ACTIF NET IDENTIFIE A LA JUSTE VALEUR</b>	<b>4 240</b>
Intérêts non contrôlés mesurés à la juste valeur	-
Ecart d'acquisition	16 370
<b>PRIX D'ACQUISITION</b>	<b>20 610</b>

Ces opérations ont donné lieu à la constatation d'écarts d'acquisition d'un montant total de 16,4 millions d'euros. Ces écarts d'acquisition, non déductibles fiscalement, sont représentatifs des synergies attendues ainsi que du savoir-faire développé par ces deux sociétés.

La marque 123people a été évaluée selon la méthode d'actualisation des redevances (*royalty saving methodology*), c'est-à-dire la valeur actuelle des redevances qui auraient été versées à un tiers pour l'utilisation de la marque si le Groupe n'en avait pas été propriétaire. Le taux de redevance normative retenu dans ce cadre, par comparaison avec d'autres sociétés du secteur, a été de 5%, conduisant à une valorisation de 4,5 millions d'euros. Il s'agit d'un actif à durée d'utilité indéterminée.

Depuis leur date d'acquisition, ces trois entités ont contribué à hauteur de 8,7 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé (8,8 millions d'euros au chiffre d'affaires du segment « International & Filiales ») et à hauteur de 1,1 million d'euros à la marge brute opérationnelle.

Si ces trois entités avaient été acquises au 1<sup>er</sup> janvier 2010, le chiffre d'affaires consolidé aurait été de 1127,0 millions d'euros et la marge brute opérationnelle consolidée de 517,3 millions d'euros.

## 2009

Le 20 octobre 2009, PagesJaunes Groupe a cédé 100% des titres de la société Edicom. Cette filiale marocaine avait contribué aux comptes consolidés 2009 à hauteur de 1,6 million d'euros au chiffre d'affaires, de -0,1 million d'euros à la MBO et de -0,2 million d'euros au résultat net.

Le 18 février 2009, PagesJaunes Groupe a racheté à M6 34% des actions composant le capital de PagesJaunes Petites Annonces pour un montant de 6,0 millions d'euros. A l'issue de cette opération, PagesJaunes Groupe détenait 100% des actions et droits de vote de cette filiale. Elle a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition de 6,4 millions d'euros.

Le 21 juillet 2009, les sociétés PagesJaunes et PagesJaunes Petites Annonces ont fusionné avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette opération de restructuration interne n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Suite au départ d'un des dirigeants d'Horyzon Média, PagesJaunes Groupe a exercé l'option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans cette filiale de 66% à 95,83% le 15 janvier 2009 pour un prix de 1,4 million d'euros.

## Note 6 - Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>PagesJaunes en France</b>		
Annuaire imprimés	523 606	577 824
Pagesjaunes.fr, annoncesjaunes.fr et sites Internet	479 513	460 968
Services de renseignements téléphoniques	35 966	39 711
Autres activités dont Minitel	12 552	18 767
<b>Total segment PagesJaunes en France</b>	<b>1 051 637</b>	<b>1 097 270</b>
<b>International &amp; Filiales</b>		
Annuaire B to C	44 183	41 412
Régie publicitaire Internet	14 563	9 372
Marketing direct et services géographiques	29 009	24 996
<b>Total segment International &amp; Filiales</b>	<b>87 754</b>	<b>75 780</b>
Inter-segments	(14 177)	(9 149)
<b>TOTAL</b>	<b>1 125 214</b>	<b>1 163 901</b>

## Note 7 - Charges de personnel

---

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 253	4 502
<b>Salaires et charges</b>	<b>(338 258)</b>	<b>(332 233)</b>
dont : - Traitements et salaires	(236 988)	(234 843)
- Charges sociales	(92 049)	(88 643)
- Taxes sur les salaires et autres	(9 221)	(8 747)
<b>Rémunération en actions (1)</b>	<b>(2 452)</b>	<b>(1 579)</b>
dont : - Stocks options et actions gratuites	(2 141)	(1 474)
- Charges sociales attributions de stock options	(311)	(105)
<b>Participation des salariés (2)</b>	<b>(14 712)</b>	<b>(15 274)</b>
<b>Total charges de personnel</b>	<b>(355 421)</b>	<b>(349 086)</b>

(1) cf. note 26

(2) y c. forfait social

## Note 8 - Résultat de cession d'actifs

---

Cette rubrique inclut le résultat des opérations courantes de cession des actifs incorporels, corporels et financiers. En 2009, elle inclut notamment une moins value liée à la cession de la filiale Edicom d'un montant de 0,5 million d'euros.

## Note 9 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	58	54
Résultat de cession d'actifs financiers	558	1 148
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	1 263	7 445
Dividendes reçus	100	151
<b>Produits financiers</b>	<b>1 979</b>	<b>8 798</b>
Intérêts sur dettes financières	(49 031)	(52 339)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(40 257)	(28 383)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(574)	(14)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(6 808)	(6 579)
Autres frais & honoraires financiers	(341)	(399)
Coût de désactualisation (1)	(2 556)	(2 942)
<b>Charges financières</b>	<b>(99 567)</b>	<b>(90 656)</b>
<b>Gain (perte) de change</b>	<b>30</b>	<b>-</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(97 558)</b>	<b>(81 858)</b>

(1) Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 25), de la dette sur instruments de couverture (cf. note 17) et de la dette sur engagement d'acquisition d'intérêts minoritaires (cf. note 5).

## Note 10 - Impôt sur les sociétés

---

### 10.1 - Preuve d'impôt groupe

---

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2010	Exercice clos le 31 décembre 2009
<b>Résultat net des activités poursuivies avant impôt</b>	<b>384 165</b>	<b>405 104</b>
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
<b>Impôt théorique</b>	<b>(132 281)</b>	<b>(139 491)</b>
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(384)	440
Dépréciation prêt et compte courant ODQ Media	896	(551)
Rémunération en actions	(729)	(507)
Filiales étrangères	451	127
Imputation de déficits antérieurs non reconnus	-	9 401
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises	(7 365)	(1 355)
Autres produits et charges non taxables	173	463
<b>Impôt effectif</b>	<b>(139 239)</b>	<b>(131 472)</b>
<i>dont impôt courant</i>	<i>(139 617)</i>	<i>(127 799)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>378</i>	<i>(3 673)</i>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>36,24%</b>	<b>32,45%</b>

## 10.2 - Impôt au bilan

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2010	Exercice clos le 31 décembre 2009
Indemnités de départ en retraite	13 537	11 901
Participation des salariés	4 783	5 047
Provisions non déductibles	4 726	3 325
Instruments de couverture	24 806	22 160
Autres différences	914	639
<b>Sous-total impôts différés actifs</b>	<b>48 766</b>	<b>43 072</b>
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(309)	(1 355)
Frais d'émission d'emprunts	(9 934)	(11 649)
Marque 123people	(1 132)	-
Amortissements à caractère fiscal	(6 955)	(1 938)
<b>Sous-total impôts différés passifs</b>	<b>(18 330)</b>	<b>(14 942)</b>
<b>Total impôts différés actifs / (passifs), nets</b>	<b>30 436</b>	<b>28 130</b>
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>31 572</i>	<i>28 130</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>(1 136)</i>	<i>-</i>

En 2010, la Contribution Economique Territoriale (CET) a été mise en place en application de la Loi de Finances. La composante Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de cette contribution étant assise sur la valeur ajoutée, le Groupe a opté, en 2009, pour sa comptabilisation, en 2010, en impôt sur le résultat. Conformément à IAS 12, les contributions qualifiées d'impôt sur le résultat ont pour conséquence la comptabilisation d'impôts différés par le résultat pour toutes les différences temporelles sur tous les actifs et passifs du bilan. Un impôt différé passif de 1,4 million d'euros a donc été constaté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009. Au 31 décembre 2010, cet impôt différé passif s'élève à 0,3 million d'euros.

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2010. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 62,2 millions d'euros au 31 décembre 2010.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 28,1 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 31,6 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Au bilan du 31 décembre 2010, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 2,0 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,5 million d'euros. Au 31 décembre 2009, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 5,4 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,2 million d'euros. L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2010 est de 136,0 millions d'euros contre 148,0 millions d'euros en 2009.

## Note 11 - Résultat par action

En 2010, le résultat net s'élève à 244,9 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,5 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,87 euro et à 0,85 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2010, de 6,9 millions d'options de souscription d'actions.

En 2009, le résultat net s'élève à 273,6 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,5 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,98 euro et à 0,96 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2009, de 5,9 millions d'options de souscription d'actions.

## Note 12 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les écarts d'acquisition nets des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2010		
	Solde fin d'exercice	Pertes de valeur	Autres mouvements	Solde fin d'exercice
QDO Media	-	-	-	-
Mappy	7 400	-	-	7 400
PagesJaunes Marketing Services	13 278	-	-	13 278
Euro Directory	12 109	-	-	12 109
PagesJaunes (3)	6 426	-	398	6 824
Horyzon Média	11 145	-	(41)	11 104
123people (1)	-	-	10 613	10 613
Keltravo (2)	-	-	5 359	5 359
<b>Total</b>	<b>50 358</b>	<b>-</b>	<b>16 329</b>	<b>66 687</b>

(1) titres 123people acquis le 12 mars 2010 (cf. note 5)

(2) titres Keltravo acquis le 4 mai 2010 (cf. note 5)

(3) titres Aronet acquis le 20 octobre 2010 (cf. note 5)

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 1,2% et 3,5% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9,0% et 15,0% selon les unités génératrices de trésorerie. Ces taux sont basés sur des études sectorielles publiées.

Au 31 décembre 2010, les tests de perte de valeur relatifs à ces incorporels ne présentent pas de sensibilité matérielle aux variations de taux.

Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables sont de nature similaire d'une UGT à l'autre ; il peut s'agir des données de marché, du taux de pénétration des supports ou des produits sur le marché, du chiffre d'affaires (nombre d'annonceurs, revenu moyen par

annonceur), des niveaux de marge brute opérationnelle. Les valeurs assignées à chacun de ces paramètres sont le reflet de l'expérience passée, affectée des évolutions anticipées sur la période du plan.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée en 2010 et 2009.

## Note 13 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010			31 décembre 2009		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels et applications support	102 380	(62 027)	40 352	72 868	(51 637)	21 231
Concession <i>l'Annuaire</i>	11 000	(11 000)	-	11 000	(11 000)	-
Autres immobilisations incorporelles	10 060	(1 259)	8 802	4 861	(1 041)	3 820
<b>Total</b>	<b>123 440</b>	<b>(74 286)</b>	<b>49 154</b>	<b>88 729</b>	<b>(63 678)</b>	<b>25 051</b>

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2010 et 2009.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>25 051</b>	<b>21 158</b>
Acquisitions	12 543	4 706
Immobilisations générées en interne (1)	17 725	11 897
Effet des variations de périmètre (2)	4 557	(75)
Reclassements	-	-
Cessions	(202)	(18)
Dotations aux amortissements	(10 520)	(12 617)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>49 154</b>	<b>25 051</b>

(1) concerne l'ensemble des frais de développement activés

(2) en 2010, concerne les acquisitions de Keltravo et 123people

La hausse des investissements réalisés par le Groupe est liée au lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et à l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. Une partie de ces investissements est réalisée par des équipes internes.

## Note 14 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010			31 décembre 2009		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	1 509	(247)	1 262	1 509	(226)	1 283
Informatique et terminaux	49 714	(37 415)	12 299	43 011	(33 164)	9 847
Autres	37 571	(23 438)	14 133	32 601	(20 781)	11 820
<b>Total</b>	<b>88 794</b>	<b>(61 100)</b>	<b>27 694</b>	<b>77 121</b>	<b>(54 171)</b>	<b>22 950</b>

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2010 et 2009.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>22 950</b>	<b>19 987</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	12 477	10 302
Effet des variations de périmètre (1)	150	(106)
Cessions et mises au rebut	(39)	(287)
Dotations aux amortissements	(7 844)	(6 946)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>27 694</b>	<b>22 950</b>

(1) en 2010, concerne les acquisitions de Keltravo et 123people

## Note 15 - Autres actifs disponibles à la vente

---

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

## Note 16 - Autres actifs financiers non courants

---

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts de garantie.

## Note 17 - Instruments financiers dérivés

---

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable que la Société a mise en place en 2006. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

### Description des instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe a conclu avec plusieurs établissements financiers :

En 2006,

- un contrat de swap de taux d'intérêt, d'un montant nominal de 380 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Dans le cadre de cette opération, PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 3,7830%,
- deux collars, constitués de la combinaison synthétique d'achats de caps et de ventes de floors, pour un montant nominal total de 1 140 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Les tunnels constitués par ces collars prévoient un taux d'intérêt minimum de 3,0% et un taux d'intérêt maximum de 4,0%. Les primes annuelles sur ces collars, payables à terme échu, sont d'un montant de 1,9 million d'euros.

En 2009,

- l'élargissement de la couverture précédente par deux contrats de swaps d'un montant nominal total de 200 millions d'euros, commençant le 13 septembre 2009 et se terminant le 13 décembre 2011, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 1,99%,
- l'extension de la couverture précédente par deux contrats de swaps d'un montant nominal total de 900 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2011 et se terminant le 24 novembre 2013, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 3,79%.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable mise en place par PagesJaunes Groupe en novembre 2006 (cf. note 27). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2010 et 2009, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette bancaire.

Suite à la décision du Groupe d'indexer provisoirement sa dette bancaire sur Euribor 1 mois comme le lui permet la convention de crédit, et ce afin de réduire le coût global de son endettement, un contrat de swap de taux d'intérêt a été conclu le 3 décembre 2010. Le swap est d'un montant nominal de 1 720 millions d'euros, et court du 13 décembre 2010 au 14 mars 2011. Dans le cadre de cette opération, PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable Euribor 1 mois, et payeur du taux variable Euribor 3 mois minoré de 19 points de base. Ce contrat permet la couverture contre le risque de taux d'intérêt Euribor 1 mois. Cet instrument n'a pas été considéré comme éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39.

### Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La juste valeur initiale des collars a été comptabilisée à l'actif consolidé lors de sa conclusion en décembre 2006, pour un montant de 8,3 millions d'euros, en contrepartie de l'inscription d'une « Dette sur instruments de couverture » (cf. note 27) d'un montant de 8,3 millions d'euros, correspondant à la prime actualisée payable en cinq annuités. Au 31 décembre 2010, cette dette s'élève à 1,9 million d'euros (3,7 millions d'euros au 31 décembre 2009).

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Swaps de taux d'intérêt – couverture de flux de trésorerie	(42 700)	(26 301)
Swap de taux d'intérêt – couverture de juste valeur	(574)	(14)
Collars – couverture de flux de trésorerie	(20 668)	(29 944)
<i>dont valeur intrinsèque</i>	<i>(19 730)</i>	<i>(27 757)</i>
<i>dont valeur temps</i>	<i>(938)</i>	<i>(2 187)</i>
<b>Actif / (passif)</b>	<b>(63 942)</b>	<b>(56 259)</b>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010, soit une baisse de 16,4 millions d'euros pour le swap de taux d'intérêt et une appréciation de 8,0 millions d'euros pour la valeur intrinsèque des collars, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé actif de 2,9 millions d'euros.

La variation de la valeur temps des collars et la variation de valeur du swap de taux d'intérêt qualifié en couverture de juste valeur ont été constatées d'une part en produits financiers (cf. note 9), pour un montant de 1,3 million d'euros pour les collars et en charges financières pour un montant de 0,6 million d'euros pour le swap. Un impôt différé de 0,2 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

## Note 18 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2010 et 2009.

## Note 19 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Créances clients brutes	472 770	489 050
Provisions pour dépréciation (1)	(21 071)	(17 649)
<b>Créances nettes avant dépréciation statistique</b>	<b>451 699</b>	<b>471 401</b>
Provisions pour dépréciation statistique (1)	(4 657)	(5 222)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>447 042</b>	<b>466 179</b>

(1) cf. note 22 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total (1)	Non échues et non dépréciées (1)	Echues et non dépréciées (1)					
			< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
2010	451 699	398 594	15 373	5 431	9 666	9 465	8 176	4 994
2009	471 401	417 427	13 472	7 678	9 709	8 708	8 713	5 694

(1) Hors provisions pour dépréciation statistiques d'un montant total de 4 657K€ au 31 décembre 2010 et 5 222K€ au 31 décembre 2009

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (plus de 700 000 annonceurs dont 660 000 en France). En France, les 20 premiers annonceurs de PagesJaunes représentent 1,4% de ce chiffre d'affaires (1,3% en 2009) et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 14,0% du chiffre d'affaires de PagesJaunes en France (14,9% en 2009). En France, les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,42% en 2010 contre 0,52% en 2009.

## Note 20 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
TVA à recevoir	17 148	16 586
Divers Etat à recevoir	17	225
Avances et acomptes aux fournisseurs	3 347	6 292
Autres actifs courants (1)	7 315	13 170
<b>Total</b>	<b>27 827</b>	<b>36 273</b>

(1) dont, au 31 décembre 2009, créance sur ECM (Edition et Communication Méditerranée) relative à la cession d'Edicom pour 5,3 millions d'euros payée début 2010.

## Note 21 - Charges constatées d'avance

---

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges, y compris les rémunérations dues, sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

## Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

---

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations / reprises nettes	Autres mouvements <sup>(1)</sup>	Solde en fin de période
<b>2009</b>				
Créances clients	19 461	4 381	(971)	22 871
Autres actifs	381	(293)	(29)	59
<b>2010</b>				
Créances clients	22 871	2 540	317	25 728
Autres actifs	59	(59)	-	-

(1) dont entrées de périmètre de Keltravo (315K€) en mai 2010 et 123people en mars 2010, sortie d'Edicom en octobre 2009 pour (967) K€

Les créances relatives aux annuaires à paraître font l'objet d'une provision en fonction d'un taux statistique observé de manière empirique sur les historiques des 5 dernières années parues.

## Note 23 - Capitaux propres

---

### 23.1 - Capital social

---

Aux 31 décembre 2009 et 2010, le capital social de PagesJaunes Groupe d'un montant de 56,2 millions d'euros est divisé en 280 984 754 actions ordinaires de 0,20 euro de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

Le capital de PagesJaunes Groupe est détenu à hauteur de 54,68% par Médiannuaire SAS aux 31 décembre 2009 et 2010.

## 23.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global

---

Les autres réserves consolidées et autres éléments du résultat global sont négatifs à hauteur de 2 550,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 (2 637,8 millions d'euros au 31 décembre 2009) et se composent essentiellement de :

- de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, relative essentiellement à la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 d'un montant de 2 519,7 millions d'euros ;
- la perte de juste valeur des instruments financiers dérivés entre leur date de conclusion et le 31 décembre 2010 pour un montant avant impôt de 62,4 millions d'euros (54,1 millions d'euros au 31 décembre 2009) et d'un impôt correspondant de 21,5 millions d'euros (18,6 millions d'euros au 31 décembre 2009) ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres d'un montant de 58,4 millions d'euros (56,2 millions d'euros au 31 décembre 2009), cf note 26.

L'horizon prévisionnel de recyclage des réserves relatives aux instruments de financiers, générées dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, se situe entre 1 an et 3 ans (cf. note 17, échéance de ces instruments).

## 23.3 - Actions propres

---

Un contrat de liquidité a été mis en place en 2008 avec un prestataire de services d'investissement. Il est reconductible d'année en année. Les moyens affectés à la mise en œuvre de ce contrat se sont élevés à 8,0 millions d'euros.

Au titre de ce contrat, au 31 décembre 2010, la Société détient 619 061 de ses propres actions, comptabilisées en diminution des capitaux propres et 4,0 millions d'euros de liquidités classées dans la rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2009, la Société détenait 534 178 de ses propres actions et 4,4 millions d'euros de liquidités au titre de contrat.

PagesJaunes Groupe n'a pas racheté d'actions propres hors contrat de liquidité.

## 23.4 - Dividendes

---

Le dividende proposé à l'Assemblée générale 2011 est de 0,58 euro par action, ce qui représente un montant total estimé à 163,0 millions d'euros hors déduction à venir des actions auto détenues. Aucun passif n'a été reconnu à ce titre au 31 décembre 2010.

Le dividende mis en paiement le 24 juin 2010 s'est élevé à 182,4 millions d'euros, soit 0,65 euro par action.

En 2009, le dividende mis en paiement le 23 juin s'était élevé à 269,5 millions d'euros, soit 0,96 euro par action.

## Note 24 - Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 60 jours.

## Note 25 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Avantages postérieurs à l'emploi	39 327	34 587
Autres avantages à long terme	8 108	7 105
<b>Avantages du personnel - non courants (1)</b>	<b>47 435</b>	<b>41 692</b>
Autres provisions pour risques	6 597	1 561
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	216	2 068
<b>Provisions – non courantes</b>	<b>6 813</b>	<b>3 629</b>

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Personnel (1)	78 373	80 955
Organismes sociaux	40 888	40 287
<b>Total avantages du personnel – courants</b>	<b>119 261</b>	<b>121 242</b>
TVA à payer	86 205	87 475
Divers Etat à payer	7 633	7 542
Autres passifs courants	970	1 262
<b>Autres passifs courants</b>	<b>94 808</b>	<b>96 279</b>

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	Solde en fin d'exercice
Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	2 669	4 063	(305)	(366)	1 344	7 405
Autres provisions pour risques	1 721	453	(160)	-	(1 321)	693
<b>Total provisions</b>	<b>4 390</b>	<b>4 516</b>	<b>(465)</b>	<b>(366)</b>	<b>23</b>	<b>8 098</b>
- dont non courant	3 629	3 536	(6)	(100)	(246)	6 813
- dont courant	761	980	(459)	(266)	269	1 285

**Engagements de retraite et autres avantages du personnel**

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2010	Total 31 décembre 2009
<b>Variation de la valeur des engagements</b>				
<b>Valeur totale des engagements en début de période</b>	<b>50 561</b>	<b>7 105</b>	<b>57 667</b>	<b>51 061</b>
Coût des services rendus	3 480	569	4 049	3 460
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	2 257	312	2 569	2 644
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-
Réductions / liquidations	(616)	(62)	(678)	(1 287)
(Gains) / pertes actuariels	2 586	483	3 070	4 031
Prestations payées	(1 945)	(300)	(2 245)	(2 243)
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
<b>Valeur totale des engagements en fin de période (A)</b>	<b>56 323</b>	<b>8 108</b>	<b>64 432</b>	<b>57 667</b>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>55 060</i>	<i>-</i>	<i>55 060</i>	<i>49 456</i>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	<i>1 264</i>	<i>8 108</i>	<i>9 372</i>	<i>8 211</i>
<b>Variation des actifs de couverture</b>				
<b>Juste valeur des actifs de couverture en début de période</b>	<b>577</b>	<b>-</b>	<b>577</b>	<b>2 034</b>
Produits financiers sur les actifs de couverture	12	-	12	27
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	-
Cotisations versées par l'Employeur	-	-	-	500
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(564)	-	(564)	(1 984)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
<b>Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>577</b>
<b>Couverture financière</b>				
Situation du régime (A) – (B)	56 298	8 108	64 406	57 089
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(16 972)	-	(16 972)	(15 397)
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
<b>Provision / (actif) en fin de période</b>	<b>39 326</b>	<b>8 108</b>	<b>47 435</b>	<b>41 692</b>
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	<i>39 326</i>	<i>8 108</i>	<i>47 435</i>	<i>41 692</i>
<b>Charge de l'exercice</b>				
Coût des services rendus	3 480	569	4 049	3 460
Coût de l'actualisation	2 257	312	2 569	2 644
Rendement attendu des actifs du régime	(12)	-	(12)	(27)
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	822	483	1 305	895
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	(425)	(62)	(488)	(888)
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
<b>Total charge de retraite</b>	<b>6 121</b>	<b>1 303</b>	<b>7 424</b>	<b>6 084</b>
<b>Evolution de la provision / (actif)</b>				
<b>Provision / (actif) en début de période</b>	<b>34 586</b>	<b>7 105</b>	<b>41 692</b>	<b>36 368</b>
Charge de retraite	6 121	1 303	7 424	6 084
Charge de retraite des activités cédées	-	-	-	-
Cotisations versées par l'employeur	(1 381)	(300)	(1 681)	(759)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts d'acquisition)	-	-	-	-
<b>Provision / (actif) en fin de période</b>	<b>39 326</b>	<b>8 108</b>	<b>47 435</b>	<b>41 692</b>
<b>Hypothèses</b>				
Taux d'actualisation (%)	4,00%	4,00%	4,00%	4,75%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0%	2,00%	2,00%	2,5%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	en fonction des catégories de salariés et de leur âge			
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4,20%	-	-	-
Durée résiduelle probable d'activité	15,6	15,6	15,6	15,0
<b>Montant comptabilisé en charge au titre de la période</b>	<b>6 121</b>	<b>1 303</b>	<b>7 424</b>	<b>6 084</b>

En 2010, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 34,8 millions d'euros

Le taux d'actualisation retenu dans l'évaluation des engagements au 31 décembre 2010 est de 4,00% contre 4,75% au 31 décembre 2009. Cette baisse du taux d'actualisation, visant à refléter la baisse des taux d'intérêt à long terme en 2009, entraîne une hausse du montant de l'engagement.

La norme IAS 19 fixe le taux d'actualisation comme étant égal au taux des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturité de l'engagement ; si le marché de ces obligations n'est pas liquide, le taux est égal au taux des obligations d'Etat (OAT) correspondantes.

A la date d'évaluation, dans la zone Euro, les taux des obligations privées de première catégorie (AA) se situent entre 3,75% et 4,25% selon le référentiel Bloomberg.

Le taux d'actualisation effectivement retenu dans la présente évaluation est ainsi conforme à la norme IAS 19.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les avantages postérieurs à l'emploi (IFC) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 7% soit environ 3,6 millions d'euros, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 7% soit environ 3,9 millions d'euros.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 5% (moins d'un million d'euros), tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 5% (moins d'un million d'euros).

Pour l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, une hausse ou une baisse de 0,5% du taux d'actualisation entraînent respectivement une baisse ou une hausse de la charge de l'exercice de 0,5 million d'euros soit 0,2% du résultat de la période.

La valeur actualisée de l'obligation au titre de ces engagements et les ajustements du régime liés à l'expérience pour l'année en cours et pour les quatre années précédentes se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Valeur totale des engagements en fin de période	64 432	57 667	51 152	50 393	44 744
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période	(25)	(577)	(2 034)	(1 542)	(1 287)
<b>Situation du régime</b>	<b>64 406</b>	<b>57 089</b>	<b>49 118</b>	<b>48 851</b>	<b>43 457</b>
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - passifs	(2 655)	272	190	(1 581)	
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - actifs du régime	-	-	-	-	-

## Note 26 - Stock options et actions gratuites

---

### 26.1 - Stock options

---

#### 26.1.1 - Description des plans

---

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 11 juin 2009 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'options de souscription d'actions, au sens des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement du Groupe. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'options de souscription attribuées au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 1,0% du capital de la Société à la date de cette Assemblée générale, soit 2 809 847 options.

Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a effectué en 2009 successivement trois attributions d'options de souscription d'actions :

- la première le 23 juillet, totalisant 1 145 000 options avec un prix d'exercice de 6,71 euros,
- la deuxième le 29 octobre, totalisant 87 000 options avec un prix d'exercice de 8,84 euros et
- la troisième le 17 décembre, totalisant 75 000 options avec un prix d'exercice de 7,82 euros.

Le programme s'est poursuivi en 2010 avec deux attributions complémentaires :

- la première le 27 juillet, totalisant 1 336 000 options avec un prix d'exercice de 8,59 euros,
- la seconde le 16 décembre, totalisant 166 000 options avec un prix d'exercice de 7,10 euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2005, PagesJaunes Groupe avait mis en place deux plans d'options de souscription d'actions :

- Le plan mis en place en juin 2005, totalisant 3 796 800 options avec un prix d'exercice ajusté de 11,72 euros, a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options s'est faite de façon complète après 3 ans, soit le 30 juin 2008. Au 31 décembre 2010, il restait 2 825 000 options en circulation.
- Le plan mis en place en décembre 2007, totalisant 2 927 900 options avec un prix d'exercice de 14,46 euros, et ayant une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options s'est faite de façon complète après 3 ans, soit depuis le 20 décembre 2010. Il n'y a pas de conditions de performance. Au 31 décembre 2010, il restait 2 483 484 options en circulation.

Quels que soient les plans, une période de 4 ans d'inaccessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux résidents fiscaux français.

#### 26.1.2 - Description des modèles d'évaluation

---

PagesJaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant chacune des périodes en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe attribuées en 2010 ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le

biais d'une hypothèse de « plafond d'exercice » exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. La volatilité attendue a été établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe. Compte tenu d'un taux de départ annuel avant ouverture des droits estimé à 5,0% et d'un taux de dividendes attendu estimé à 6,0%, les justes valeurs des options PagesJaunes Groupe ont ainsi été évaluées à :

Date d'attribution en 2010	<b>27 juillet</b>	<b>16 décembre</b>
Prix d'exercice	8,59 €	7,10 €
Cours du sous-jacent	9,23 €	6,80 €
Volatilité attendue	36%	35%
Taux sans risque	3,28%	3,99%
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux français	2,45 €	1,63 €
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux non français	2,53 €	1,67 €

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

### 26.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2010	Prix d'exercice moyen pondéré 2010	Nombre d'options 2009	Prix d'exercice moyen pondéré 2009
<b>Options en circulation en début de période</b>	<b>6 870 922</b>		<b>5 807 878</b>	
Plan de juillet 2010	-	-	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	1 145 000	6,71 €	-	-
Plan d'octobre 2009	87 000	8,84 €	-	-
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	-	-
Plan de décembre 2007	2 626 600	14,46 €	2 787 550	14,46 €
Plan de juin 2005	2 937 322	11,72 €	3 020 328	11,72 €
<b>Options attribuées</b>	<b>1 502 000</b>		<b>1 307 000</b>	
Plan de juillet 2010	1 336 000	8,59 €	-	-
Plan de décembre 2010	166 000	7,10 €	-	-
Plan de juillet 2009	-	-	1 145 000	6,71 €
Plan d'octobre 2009	-	-	87 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	-	-	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
<b>Options exercées</b>				
Plan de juillet 2010	-	-	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
<b>Options annulées, rendues caduques</b>	<b>(378 438)</b>		<b>(243 956)</b>	
Plan de juillet 2010	(17 000)	8,59 €	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	(106 000)	6,71 €	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	(143 116)	14,46 €	(160 950)	14,46 €
Plan de juin 2005	(112 322)	11,72 €	(83 006)	11,72 €
<b>Options en circulation en fin de période</b>	<b>7 994 484</b>		<b>6 870 922</b>	
Plan de juillet 2010	1 319 000	8,59 €	-	-
Plan de décembre 2010	166 000	7,10 €	-	-
Plan de juillet 2009	1 039 000	6,71 €	1 145 000	6,71 €
Plan d'octobre 2009	87 000	8,84 €	87 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	2 483 484	14,46 €	2 626 600	14,46 €
Plan de juin 2005	2 825 000	11,72 €	2 937 322	11,72 €

Au 31 décembre 2010, les options des plans de juin 2005 et de décembre 2007 sont exerçables. La durée moyenne restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice est de 19 mois pour le plan de juillet 2009, de 22 mois pour le plan d'octobre 2009, de 24 mois pour le plan de décembre 2009,

de 31 mois pour le plan de juillet 2010 et de 36 mois pour le plan de décembre 2010.

## 26.2 - Attribution gratuite d'actions

Aucun plan d'attribution gratuite d'actions n'a été consenti en 2010 et en 2009 par PagesJaunes Groupe ou l'une de ses filiales.

## 26.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

L'impact des plans d'options de souscription d'actions sur le compte de résultat de l'exercice 2010 s'élève à 2,5 millions d'euros contre 1,6 million d'euros en 2009. Ces montants incluent les charges sociales relatives à la cotisation patronale de 10% assise sur la juste valeur des options attribuées en 2010.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

## Note 27 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Intérêts courus non échus	3	4
Equivalents de trésorerie	103 025	63 000
Trésorerie	2 949	4 036
<b>Trésorerie brute</b>	<b>105 977</b>	<b>67 040</b>
Découverts bancaires	(2 476)	(5 596)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>103 501</b>	<b>61 444</b>
Emprunt bancaire	1 950 000	1 950 000
Frais d'émission d'emprunts	(21 439)	(28 247)
Dette de crédit-bail	159	375
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 17)	63 942	56 259
Dette sur instruments de couverture (cf. note 17)	1 866	3 684
Intérêts courus non échus	4 739	4 177
Dette sur engagement de rachats de minoritaires	-	559
Compléments de prix sur acquisition de titres	2 772	-
Autres dettes financières	1 552	10 080
<b>Endettement financier brut</b>	<b>2 003 591</b>	<b>1 996 887</b>
<i>dont courant</i>	41 233	16 785
<i>dont non courant</i>	1 962 358	1 980 102
<b>Endettement net</b>	<b>1 900 090</b>	<b>1 935 443</b>

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2010, les équivalents de trésorerie s'élevaient à 103,0 millions d'euros et sont constitués de deux Fonds communs de placement (FCP), d'OPCVM investis dans le cadre du contrat de liquidité et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

## Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 30 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

## Emprunt bancaire

PagesJaunes Groupe dispose d'un financement bancaire d'un montant total maximum de 2 350 millions d'euros, qui comprend d'une part, un emprunt moyen terme de 1 950 millions d'euros, et d'autre part, une ligne de crédit revolving d'environ 400 millions d'euros. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

Ce contrat de financement contient notamment des clauses de défaut et de remboursement anticipé obligatoire ainsi que des *covenants* financiers évolutifs :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée doit être inférieur ou égal à 4,00 du 31 décembre 2010 au 30 septembre 2011 et à 3,75 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio de charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la MBO consolidée doit être supérieur ou égal à 3,75 du 30 septembre 2010 au 30 juin 2011 et à 4,00 au delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers).

Au 31 décembre 2010, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante.

Il comporte en outre une clause de remboursement anticipé obligatoire en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société.

L'emprunt à moyen terme est à taux variable, il arrive à échéance en novembre 2013 et est remboursable en totalité à l'échéance.

Au 31 décembre 2010, le taux de référence est Euribor 1 mois augmenté d'une marge de 175 points de base.

La ligne de crédit revolving a la même maturité, avec des intérêts à taux variable sur le taux de référence Euribor ou Libor avec une marge de 175 points de base au 31 décembre 2010. Cette ligne n'était pas tirée aux 31 décembre 2009 et 2010.

## Dette sur engagement de rachats de minoritaires

La dette sur engagement de rachats de minoritaires correspond aux options d'achat consenties dans le cadre de l'acquisition des titres Horyzon Média et s'est élevée à 0,6 million d'euros au 31 décembre 2009. PagesJaunes Groupe a exercé une option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans cette filiale de 95,83% à 100% le 17 février 2010 pour un prix de 0,5 million d'euros. Cette dette est éteinte au 31 décembre 2010.

## Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions finalisées en 2010, des compléments de prix d'un montant total estimé à 2,8 millions d'euros pourraient être versés en 2011, 2012 et 2013 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies.

## Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

## Note 28 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

## Note 29 – Instruments financiers

### 29.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	Autres
(en milliers d'euros)							
Actifs disponibles à la vente	207	-	-	207	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 251	-	-	-	1 251	-	-
Créances clients nettes	447 042	-	-	-	447 042	-	-
Equivalents de trésorerie	103 025	103 025	-	-	-	-	-
Trésorerie	2 952	2 952	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers</b>	<b>554 477</b>	<b>105 977</b>	-	<b>207</b>	<b>448 293</b>	-	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 962 358	-	31 628	-	-	1 930 730	-
Découverts bancaires et autres emprunts coura	38 970	1 512	30 802	-	-	6 656	-
Intérêts courus non échus	4 739	-	-	-	-	4 739	-
Dettes fournisseurs	101 998	-	-	-	-	101 998	-
<b>Passifs financiers</b>	<b>2 108 065</b>	<b>1 512</b>	<b>62 430</b>	-	-	<b>2 044 123</b>	-

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 17.

Le Groupe a classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs est composée des niveaux suivants:

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

L'évaluation des dérivés de couverture correspond au niveau 2.

Durant l'exercice 2010, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs, ni de transfert vers ou depuis le niveau 3.

## 29.2 - Effet en résultat des instruments financiers

(en milliers d'euros)	Effet en résultat	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
Produits d'intérêt	1 979	716	1 263	-	-	-	-
Charges d'intérêt	(97 011)	-	(574)	-	-	(96 437)	-
Gain (perte) de change	30	-	-	-	30	-	-
<b>Gains nets / (pertes nettes)</b>	<b>(95 002)</b>	<b>716</b>	<b>689</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>(96 437)</b>	<b>-</b>
Coût de désactualisation	(2 556)						
<b>Résultat financier</b> (cf. note 9)	<b>(97 558)</b>						

## Note 30 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- PagesJaunes Groupe, et le Groupe PagesJaunes au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de PagesJaunes Groupe est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette et de son dividende aux actionnaires selon une périodicité différente, le Groupe PagesJaunes dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans sa documentation bancaire qui prévoit certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de *covenants* opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la marge brute opérationnelle (MBO) consolidée et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et un agrégat proche de la MBO consolidée.

Le Groupe se fixe pour objectif de maintenir son levier financier entre 3 et 4 fois la MBO. Au 31 décembre 2010, ce levier s'établissait à 3,6 fois la MBO (3,6 fois au 31 décembre 2009), niveau inférieur au maximum de 4,00 fois fixé par la documentation bancaire (4,40 fois au 31 décembre 2009).

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

### Risque de taux de change

PagesJaunes Groupe estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

### Risque de taux d'intérêt

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où l'ensemble de ses financements à court et long terme est à taux variable. Le Groupe gère ce risque par un recours à des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt et des collars. Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 27 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 17 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

PagesJaunes Groupe estime qu'une augmentation de 0,50% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2010, soit 1,029%, devrait aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé avant impôt de l'ordre de 0,9 million d'euros.

#### Sensibilité à une hausse de 50 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie	Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture nets		Total
			Couverture des flux	Juste valeur	
Position au bilan	106,0	(1 954,0)	-	(65,8)	
Sensibilité en résultat	0,5	(9,8)	8,6	(0,3)	<b>(0,9)</b>
Sensibilité en capitaux propres	-	-	-	19,1	<b>19,1</b>

### Risque de liquidité

Le Groupe PagesJaunes a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot PagesJaunes Groupe. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2010, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31 décembre 2010, sont les suivants :

## Tableau de maturité des passifs financiers - sensibilité au risque de liquidité

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2011		2012	2013	
	Actif	Passif	Intérêts variables	Rembour.	Intérêts variables	Intérêts variables	Rembour.
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunt bancaire	-	(1 950,0)	(56,9)	-	(74,0)	(87,8)	(1 950,0)
Ligne de crédit revolving	-	-	-	-	-	-	-
Découverts bancaires	-	(2,5)	-	(2,5)	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	(4,7)	(4,7)	-	-	-	-
Complément de prix sur acquisition de titres	-	(2,8)	-	(0,8)	(2,0)	-	-
Autres dettes financières	-	(1,6)	-	(1,6)	-	-	-
<b>Couvertures du risque de taux</b>							
Collars et swap de taux	-	(65,8)	(34,4)	-	(15,8)	(9,4)	-
Taux forward (Euribor 3 mois)			1,17%		2,04%	2,75%	

### Risque de crédit

PagesJaunes Groupe généralement est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. PagesJaunes Groupe limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2010, l'exposition de PagesJaunes Groupe était de 103,0 millions d'euros au titre de ses opérations de placement (cf. note 27 - équivalents de trésorerie), la valeur de marché de ses instruments financiers dérivés étant par ailleurs négative (cf. note 17).

La procédure de gestion des opérations financières de PagesJaunes Groupe dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les opérations de couverture de taux.

### Risque actions

PagesJaunes Groupe estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le montant investi en actions propres via le contrat de liquidité reste limité, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

Enfin, PagesJaunes Groupe s'est fixée pour objectif de distribuer en 2011, au titre de l'exercice 2010, un dividende par action de 0,58 euro. Il est précisé que l'objectif de distribution ne constitue en aucun cas un engagement de PagesJaunes Groupe et les dividendes futurs dépendront des résultats du Groupe, de sa situation financière et de tout autre élément que le Conseil d'administration et les actionnaires de PagesJaunes Groupe jugeront pertinent.

## Note 31 - Informations sur les parties liées

### 31.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, du Comité de Direction de PagesJaunes Groupe. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe.

En milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Avantages à court terme (1)	4 157	3 416
<i>dont charges patronales</i>	1 008	807
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	30	19
Autres avantages à long terme (3)	2	1
Indemnités de fin de contrat (4)	904	1 980
Avantages sur capitaux propres (5)	291	73
<b>Total</b>	<b>5 385</b>	<b>5 489</b>

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de départ et clause de non concurrence, charges sociales incluses

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux levées anticipées et attributions de stock options

En 2010, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 0,3 million d'euros.

## 31.2 - Transactions avec les parties liées

Des contrats de prestations de services ont été mis en place en 2006 et en 2007 avec Médiannuaire, actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces contrats engendrent une charge de 1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2010 (1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2009). Les transactions s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, réuni le 17 mai 2009, a nommé Jean-Pierre Remy Directeur général de la société à compter du 25 mai 2009. Jean-Pierre Remy ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre, dont le montant sera égal à sa rémunération annuelle brute forfaitaire (fixe et variable à objectifs atteints), sous réserve de la réalisation de conditions de performance

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général de Jean-Pierre Remy pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Le départ de l'ancien Directeur général de PagesJaunes Groupe fin mai 2009 a entraîné la

comptabilisation, en 2009, d'indemnités de départ et de non concurrence d'un montant total de 2,0 millions d'euros, charges sociales incluses.

## Note 32 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2010				2009
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
<b>Contrats de location simple</b>	<b>60 080</b>	<b>14 101</b>	<b>40 547</b>	<b>5 432</b>	<b>54 657</b>
Papier, impression, distribution <sup>(1)</sup>	6 931	6 931	-	-	7 787
Autres prestations	21 800	13 648	8 152	-	25 488
<b>Engagements d'achats de biens et services</b>	<b>28 731</b>	<b>20 579</b>	<b>8 152</b>	<b>-</b>	<b>33 275</b>
<b>Total</b>	<b>88 811</b>	<b>34 680</b>	<b>48 699</b>	<b>5 432</b>	<b>87 932</b>

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres prestations » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2010 sur des biens et services livrables à partir de 2011.

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2010				2009
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	335	335	-	-	346

### Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des neuf prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 13,7 millions d'euros en 2010 (13,5 millions d'euros en 2009).

Les baux des locaux situés à Sèvres ont été consentis et acceptés pour une durée ferme de neuf années entières et consécutives à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007.

Au 31 décembre 2010, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 60,1 millions d'euros dont 14,1 millions d'euros à moins d'un an.

### Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, les entités du Groupe sont amenées à conclure avec leurs fournisseurs de papier, leurs imprimeurs et leurs distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

PagesJaunes avait conclu des contrats tri-annuels avec deux de ses papetiers au titre des exercices 2007, 2008, 2009, ces contrats ont été prolongés jusqu'au 31 janvier 2012 par avenant. Ces contrats fixent les conditions tarifaires octroyées sur la période et mentionnent des volumes prévisionnels de commandes pour chacune des années mais sans valeur contractuelle minimum. Ces contrats représentent un volume estimé de 19 millions d'euros au 31 décembre 2010, dont la totalité est à moins d'un an.

En 2008, PagesJaunes avait conclu de nouveaux contrats avec ses imprimeurs, d'une durée de cinq ans et expirant le 31 décembre 2013. Ces contrats ne comportent aucun engagement ferme hormis avec un imprimeur avec qui PagesJaunes s'est engagée sur un volume de 6 milliards de feuillets par an valorisé à 21 millions d'euros pour la durée du contrat restant à courir au 31 décembre 2010.

Ces engagements sont détaillés dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2010			2009	
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	3 566	3 566	-	-	3 839
Impression	2 321	2 321	-	-	2 628
Distribution	863	863	-	-	889
Contenus éditoriaux	181	181	-	-	431
<b>Total</b>	<b>6 931</b>	<b>6 931</b>	-	-	<b>7 787</b>

#### **Droit Individuel à la Formation (DIF)**

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 392 324 heures au 31 décembre 2010 (365 789 heures au 31 décembre 2009). En 2010, 10 322 heures ont été consommées par les salariés (8 310 heures en 2009).

#### **Autres engagements donnés**

Néant

#### **Autres engagements reçus**

PagesJaunes Groupe dispose d'une ligne de crédit revolving d'environ 400 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne n'était pas tirée au 31 décembre 2010.

#### **Montages déconsolidants et entités ad hoc**

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants. Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

## Note 33 - Litiges

---

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes.

En ce qui concerne les dossiers devant les juridictions administratives, le Conseil d'Etat saisi en ultime recours, a rendu, le 12 janvier 2011, 8 décisions défavorables à PagesJaunes annulant les arrêts de la CAA de Paris de 2009 et donc l'autorisation donnée par le Ministre concernant les licenciements. Les conséquences pratiques de ces arrêts restent à préciser.

La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, qui a fait l'objet de plusieurs reprises depuis 2006 compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier, s'élève au 31 décembre 2010 à 2,1 millions d'euros.

PagesJaunes a été assignée par une agence de publicité (*Publicom Méditerranée*) devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante, pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Un jugement favorable à PagesJaunes a été rendu le 24 septembre 2008. *Publicom* ayant fait appel de cette décision, la Cour d'appel de Versailles a, dans un arrêt du 18 mars 2010, rejeté les demandes de *Publicom* et confirmé en toutes ses dispositions le jugement du Tribunal de commerce de Nanterre. Cette affaire est donc définitivement close.

PagesJaunes a été assignée par onze agences de publicité devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante (notamment pour avoir supprimé sur les supports Internet et 118 008 la remise professionnelle de 5% qu'elle accorde aux annonceurs passant par l'intermédiaire des agences de publicité), pratiques discriminatoires et concurrence déloyale.

Dans un jugement du 26 janvier 2011, le Tribunal de commerce de Nanterre s'est déclaré incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris.

En parallèle, ces mêmes agences ont saisi l'Autorité de la Concurrence des faits identiques à ceux soulevés devant le Tribunal de commerce de Nanterre (cf. ci-dessus) en sollicitant le prononcé de mesures conservatoires sur le fondement de l'article L.464-1 du Code de commerce.

L'Autorité de la concurrence a, dans une décision du 22 décembre 2010, rejeté la demande de mesures conservatoires et renvoyé l'instruction au fond.

En 2007 et 2008, la société PagesJaunes a été assignée devant les Conseils de Prud'Hommes de Caen, Marseille et Lille par des salariés de la société *Adrexo*, chargée du portage de ses annuaires dans certains départements. Les demandeurs se plaignent d'une situation de travail dissimulé et recherchent la responsabilité de la société PagesJaunes sur le fondement de la solidarité financière. Les dossiers devant les CPH de Caen et Marseille sont clos du fait du désistement des parties adverses ; les autres procédures sont radiées administrativement, mais peuvent être réintroduites dans les cinq ans à la demande des parties adverses.

PagesJaunes a assigné, en février 2008, les sociétés *Xentral* et *L'Annuaire Universel* pour contrefaçon de la marque PagesJaunes par l'exploitation du site d'annuaire en ligne "pagesjaunes.com" à destination d'un public français.

Dans un jugement du 28 mai 2008, le Tribunal de Grande Instance de Paris a reconnu que les sociétés *Xentral* (ex *Prodis*) et *L'Annuaire Universel* se sont rendues coupables de contrefaçon et de concurrence déloyale.

Cette décision confirme les droits de la société PagesJaunes sur ses marques historiques « PagesJaunes » et « Les PagesJaunes » dont la validité avait déjà clairement été reconnue par la Cour d'appel de Paris dans son arrêt du 30 mars 2005 et par le Tribunal de 1<sup>ère</sup> Instance des

Communautés Européennes (TPICE) dans sa décision du 13 décembre 2007. Les sociétés *Xentral* et *L'Annuaire Universel* ont fait appel de cette décision. Suite à la mise en redressement judiciaire de la société *L'Annuaire Universel*, la procédure avait été suspendue ; celle-ci ayant été reprise par le mandataire liquidateur.

La Cour d'appel de Paris a confirmé le 12 novembre 2010 le jugement du 28 mai 2008 dans toutes ses dispositions.

La société *L'Annuaire Universel* a assigné PagesJaunes devant le Tribunal de Commerce de Nanterre en demandant l'annulation des différentes marques Pages Blanches au motif qu'elles étaient usuelles dans le langage courant et professionnel pour désigner des listes alphabétiques des abonnés, au moment de leur dépôt.

Compte tenu du dépôt de bilan de *L'Annuaire Universel* et en l'absence de régularisation par l'Administrateur judiciaire, cette procédure est aujourd'hui radiée.

PagesJaunes et PagesJaunes Groupe ont fait l'objet, au cours de l'année 2010, d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. Les sociétés ont été notifiées de redressements, risque intégralement provisionné au 31 décembre 2010. PagesJaunes et PagesJaunes Groupe contestent l'intégralité des redressements et ont saisi la commission de recours amiable de l'Urssaf afin de défendre leur position.

D'autre part, les entités du Groupe, comme les autres sociétés du secteur, sont fréquemment assignées en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour les entités de Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001, stable en 2006 et 2007 et à nouveau en diminution. Au 31 décembre 2010, il s'élevait à 11, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 0,3 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, les entités du Groupe essaient de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'aient pas d'impact défavorable sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

## Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Ernst & Young				Deloitte et Associés			
	Montant		En % des honoraires		Montant		En % des honoraires	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
<b>Audit</b>								
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>354</b>	<b>391</b>	<b>79%</b>	<b>98%</b>	<b>307</b>	<b>415</b>	<b>98%</b>	<b>99%</b>
- Dont PagesJaunes Groupe	121	172	27%	43%	121	172	39%	41%
- Dont filiales intégrées globalement	233	219	52%	55%	186	243	59%	58%
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes</b>	<b>94</b>	<b>8</b>	<b>21%</b>	<b>2%</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
- Dont PagesJaunes Groupe	87	6	19%	2%	6	6	2%	1%
- Dont filiales intégrées globalement	7	2	2%	0%	2	-	0%	0%
<b>Sous-total</b>	<b>448</b>	<b>399</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>314</b>	<b>421</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>448</b>	<b>399</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>314</b>	<b>421</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Note 35 - Périmètre de consolidation

Entité	Pays	Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
<b>Sociétés consolidées par intégration globale</b>					
<b>Segment PagesJaunes en France</b>					
PagesJaunes Groupe	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
<b>Segment International &amp; Filiales</b>					
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Marketing Services	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Horyzon Média (1)	France	100%	100%	96%	96%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
123people (2)	Autriche	100%	100%	-	-
Keltravo (3)	France	100%	100%	-	-
<b>Société consolidée par intégration proportionnelle</b>					
<b>Segment International &amp; Filiales</b>					
Editus	Luxembourg	49%	49%	49%	49%

(1) rachat titres aux minoritaires

(2) acquisition le 12 mars 2010

(3) acquisition le 4 mai 2010

## Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2010.